



Cartographie des organisations de la société civile des MNT en Afrique subsaharienne francophone



Remerciements

L'Alliance sur les MNT souhaite remercier Sanofi pour son partenariat et son soutien à la publication de cette Cartographie des organisations de la société civile des MNT en Afrique subsaharienne francophone.

Nous remercions tout particulièrement les OSC pour leur temps et leurs idées, ainsi que les Fédérations pour leur aide à la diffusion de l'enquête. Notre reconnaissance va au Dr Felix Assah et à Mme Clarisse Mapa de Health of Population in Transition (HoPiT) pour le travail de recherche qu'ils ont mené en amont de la cartographie, et pour avoir partagé leurs réflexions. Josianne Galea, responsable du développement des capacités de l'Alliance sur les MNT, s'est chargée de la gestion du projet et de la révision du rapport, avec le soutien de la Dre Cristina Parsons Perez, Directrice du développement des capacités de l'Alliance sur les MNT. Le développement des capacités de la société civile constitue l'un des quatre axes de travail stratégiques de l'Alliance sur les MNT.

Pour en savoir plus sur l'Alliance sur les MNT, rendez-vous sur www.ncdalliance.org et suivez-nous sur twitter @ncdalliance.

Contenu

Résumé	4
Messages clés	4
Contexte	6
Méthodologie de la cartographie	7
Portée de la cartographie	7
Enquête	7
Entretiens avec les informateurs clés	8
Alliances sur les MNT actives connues en Afrique subsaharienne francophone	9
Portée et limites	10
Résultats de l'enquête et des entretiens	10
1. Profil de la société civile des MNT dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne	10
2. Action sur les MNT	12
3. Défis, lacunes, solutions et besoins de capacités	18
4. Priorités, mécanismes et partenariats régionaux	22
Conclusions	27
Annexes	28
Annexe 1. Questionnaire	28
Annexe 2 Guide d'entretien	33
Annexe 3. Liste des informateurs clés	34

Edité par l'Alliance sur les MNT, février 2019

Photo de couverture: Une professionnelle de la santé parle à des patients qui attendent dans une clinique au Rwanda.
© 2017 Riccardo Gangale. USAID, avec la permission de Photoshop

Coordination éditoriale: Jimena Márquez

Design graphique et mise en page: Mar Nieto



NCD Alliance | 31-33 Avenue Giuseppe Motta | 1202 Genève, Suisse
www.ncdalliance.org

Résumé

Les maladies non transmissibles (MNT) sont la première cause de décès dans le monde. Selon les projections de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), d'ici 2030 ces maladies seront la principale cause de décès en Afrique. Dans l'optique de mieux comprendre l'action sur les MNT menée en Afrique subsaharienne, l'Alliance sur les MNT a entamé une cartographie des organisations de la société civile (OSC) qui s'occupent de MNT dans cette région de l'Afrique. Sur la base des résultats de l'enquête en ligne réalisée auprès de représentants de 45 OSC provenant de 13 pays et d'entretiens approfondis avec 10 informateurs clés, plusieurs éléments sont clairement apparus, assortis des messages clés suivants.

Messages clés

Les OSC des pays francophones d'Afrique subsaharienne sont en phase de développement

Les OSC s'occupant de MNT en Afrique francophone et qui ont participé à cet exercice de cartographie étaient principalement de petites ONG de santé (employant moins de 20 personnes), travaillant essentiellement au niveau national et pour la plupart en activité depuis moins de 10 ans.

La plupart des OSC s'adressent au grand public, et concentrent leurs activités sur l'éducation/la sensibilisation

Les OSC concentrent principalement leurs activités sur le diabète et les maladies cardio-vasculaires pour ce qui est des MNT, et sur la mauvaise alimentation et la sédentarité pour ce qui est des facteurs de risque. La sensibilisation/l'éducation, le diagnostic/dépistage précoce et la réduction de l'exposition aux facteurs de risque sont les domaines d'action les plus fréquemment sélectionnés par les personnes ayant répondu à l'enquête. Elles ont en majorité déclaré que leurs actions ciblaient le grand public, suivi des groupes affectés par les MNT et des gouvernements. L'éducation de la population sur les MNT et leurs facteurs de risque, le soutien aux patients et le plaidoyer auprès des décideurs sont leurs trois principales activités liées aux MNT.

L'élaboration/le renforcement du plan national de lutte contre les MNT est considéré comme une priorité au plan national

La plupart des participants ont sélectionné l'élaboration/le renforcement du plan national de lutte contre les MNT comme étant leur domaine d'action prioritaire pour lutter contre les MNT dans leur pays. C'est également ce qui ressort des réponses de la plupart des personnes interrogées qui ont signalé que même s'il existait un plan national de lutte contre les MNT dans leur pays, sa mise en œuvre demeurerait très limitée.

Les contraintes financières, le manque d'intérêt et l'absence de réponse coordonnée constituent des freins à l'action efficace de lutte contre ces maladies.

Plus d'un quart des participants à l'enquête et de nombreux informateurs clés ont signalé l'insuffisance des fonds, le manque de volonté politique et d'intérêt de la part des OSC, ainsi que l'absence de réponse coordonnée comme étant les principaux défis que doivent relever les OSC de cette région dans leurs actions en matière de MNT.

Le renforcement des capacités des OSC est considéré comme la solution potentielle la plus importante pour combler les lacunes dans la réponse de la société civile aux MNT, au plan national et régional.

Plus des deux tiers des participants à l'enquête ont identifié le renforcement des capacités des OSC comme la principale solution potentielle pour combler les lacunes dans la réponse nationale de la société civile aux MNT, suivie par une sensibilisation accrue de la société civile.

Les plateformes de partage d'informations sont mentionnées comme la meilleure forme de collaboration régionale entre OSC

Plus des deux tiers des participants à l'enquête ont mentionné les plateformes de partage d'informations comme étant le meilleur mécanisme potentiel de collaboration régionale entre OSC s'occupant de MNT au plan régional. Parmi les obstacles à une collaboration régionale efficace de la société civile, les objectifs variables et multiples ont été la réponse la plus fréquemment sélectionnée.

L'OMS, les agences de l'ONU, l'Alliance sur les MNT et d'autres organisations internationales peuvent apporter leur soutien à l'action de la société civile à travers le renforcement des capacités et la mobilisation de ressources.

Plus des trois quarts des personnes ayant répondu à l'enquête, et la plupart des personnes interrogées, ont signalé que les agences multilatérales telles que l'OMS, le PNUD, la Banque mondiale et l'Alliance sur les MNT peuvent soutenir l'action de la société civile sur les MNT en renforçant les ressources destinées au plaidoyer de la société civile grâce au renforcement des capacités techniques et à la collecte de fonds. Ces organisations internationales peuvent également assister la société civile dans le suivi des engagements pris par les gouvernements en matière de MNT.

Contexte

L'épidémie des maladies non transmissibles (MNT) est à présent largement reconnue comme étant un enjeu de développement social et économique majeur dans la plupart des pays¹. Les Réunions de haut niveau sur les MNT qui se sont tenues à l'Assemblée générale des Nations Unies en 2011, 2014 et 2018, ont mobilisé la communauté mondiale et galvanisé l'engagement politique.² Les MNT ont également été incluses dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, un programme intégré et indivisible pour le développement des pays, convenu par les États membres des Nations Unies.³ Le rôle de la société civile pour répondre aux enjeux des MNT est crucial. C'est ce qui a récemment été reconnu par la Déclaration politique issue de la Réunion de haut niveau de l'ONU sur les MNT de 2018, qui indique qu'il est nécessaire d'associer les Organisations de la société civile (OSC) et les personnes vivant avec des MNT à la réponse à ces maladies. Voici un exemple de la reconnaissance croissante dont jouissent les OSC en tant qu'acteurs stratégiques dans les processus d'élaboration et de concertation des politiques.

En 2016, l'Alliance sur les MNT et le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique (AFRO) ont mené une consultation régionale sur les rôles et responsabilités de l'OMS et des organisations de la société civile quant à la prévention et la maîtrise des MNT dans la région Afrique. L'Alliance sur les MNT a commandé une cartographie des OSC s'occupant de MNT dans la région afin d'alimenter les débats lors d'une consultation régionale organisée par l'Alliance sur les MNT en collaboration avec le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique (AFRO), en octobre 2016. L'enquête en ligne pour cet exercice de cartographie a été menée en anglais et en français, mais la participation des OSC des pays francophones a été faible. Étant donné ces lacunes dans les données, la cartographie des OSC s'occupant de MNT en Afrique francophone subsaharienne cherche à mieux comprendre les actions menées autour des MNT dans ces pays.

L'objectif général de cette cartographie consiste à alimenter et soutenir les efforts pour promouvoir la constitution de coalitions, les opportunités de plaidoyer régional conjoint, et les moyens d'exploiter les synergies entre les OSC ou les coalitions qui mènent déjà des actions sur les MNT.

Cet exercice de cartographie vise à :

Décrire la situation actuelle de l'action de la société civile en matière de MNT en Afrique francophone, et notamment les défis, les lacunes, les besoins en capacités et les opportunités des OSC.

Identifier les domaines d'action actuels de la société civile et les priorités pour la prévention et la maîtrise des MNT.

Étudier les opportunités et les intérêts en présence pour travailler de façon transfrontalière au niveau régional.

Étudier les stratégies existantes qui ont fait leurs preuves pour faire avancer les travaux sur les MNT, ainsi que les partenariats potentiels susceptibles d'accélérer l'action de la société civile.

Méthodologie de la cartographie

Les données analysées pour ce document ont été collectées via une enquête en ligne auprès des OSC travaillant dans les pays francophones de la région, complétée par une série d'entretiens approfondis.

Portée de la cartographie

La cartographie ciblait les pays africains dont le français est une langue officielle :

1. Bénin
2. Burkina Faso
3. Burundi
4. Cameroun
5. République centrafricaine
6. Tchad
7. Comores
8. République du Congo
9. République Démocratique du Congo
10. Djibouti
11. Guinée Équatoriale
12. Côte d'Ivoire
13. Gabon
14. Guinée
15. Madagascar
16. Mali
17. Niger
18. Sénégal
19. Seychelles
20. Togo
21. Rwanda

Enquête

L'enquête en ligne a été ouverte entre le 23 septembre et le 22 octobre 2018. Le questionnaire a été rédigé en français et en anglais ([Annexe 1](#)).

Grâce à une méthode d'échantillonnage intentionnelle, des efforts significatifs ont été déployés pour contacter le plus grand nombre possible de participants représentant le plus grand éventail thématique et géographique possible, étant donné les contraintes de temps. La base d'échantillonnage était composée des groupes suivants :

- alliances sur les MNT nationales/régionales (s'il y a lieu) ;
- membres importants des différentes fédérations clés s'occupant de MNT ;
- contacts et réseaux OSC de l'Alliance sur les MNT.

Le questionnaire de l'enquête, géré à l'aide du logiciel Survey Monkey, a été testé à plusieurs reprises et affiné au cours des exercices de cartographie précédemment réalisés par l'Alliance sur les MNT.

Sur un total de 52 réponses, 5 ont été invalidées et 2 éliminées car il s'agissait de doublons, moins détaillés, des mêmes organisations. Les 45 réponses restantes ont été analysées. Certaines questions étaient sans réponse dans plusieurs questionnaires, ce qui s'explique probablement par la longueur de l'enquête. En conséquence, le nombre de personnes ayant répondu à chaque question est indiqué dans les différentes figures du document.

Nous avons reçu des réponses de la part de 14 organisations basées dans 14 des 21 pays d'Afrique

¹ Organisation mondiale de la Santé. Maladies non transmissibles : principaux repères [Internet].

² Assemblée générale des Nations Unies. Déclaration politique de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles [Internet]. Nations Unies ; 2011

³ Nations Unies. Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 [Internet]. 2015.

subsaharienne visés dont une langue officielle est le français (Figure 1). Le plus grand nombre de réponses (13) a été obtenu auprès d'OSC du Cameroun, suivi du Togo avec 6 réponses, puis du Mali et de la République démocratique du Congo avec 4 réponses chacun. Le reste des pays a envoyé 3 réponses ou moins. 2 participants ont cependant indiqué que leurs organisations étaient actives dans toute la région, et 3 ont mis en avant des activités dans d'autres pays tels que la Guinée et les Comores. Le taux de réponse élevé que nous avons obtenu au Cameroun s'explique probablement par le fait que les consultants de cet exercice de cartographie étaient basés dans ce pays et qu'ils sont connus dans le milieu local des MNT. De nombreux participants du Cameroun se sont probablement identifiés aux consultants et étaient bien disposés à participer.

Entretiens avec les informateurs clés

Des entretiens avec les informateurs clés ont été menés en français ou en anglais, entre le 5 et le 26 octobre 2018, à l'aide du Guide d'entretien figurant en Annexe 2. Les informateurs clés ont été sélectionnés de façon à obtenir une diversité thématique et géographique.⁴ Les détails concernant les informateurs clés figurent en Annexe 3. 10 entretiens approfondis ont été menés au total. Un informateur interrogé a choisi de partager ses idées par écrit, tandis les 9 autres ont été interviewés par Skype et WhatsApp.

Les informateurs interrogés représentaient des OSC nationales ou régionales, ou des alliances sur les MNT nationales ou régionales. Leurs organisations s'occupaient essentiellement des quatre grands groupes de MNT (maladies cardiovasculaires, cancer, diabète et maladies respiratoires chroniques) et des quatre principaux facteurs de risque (tabagisme, consommation nocive d'alcool, mauvaise alimentation et sédentarité).

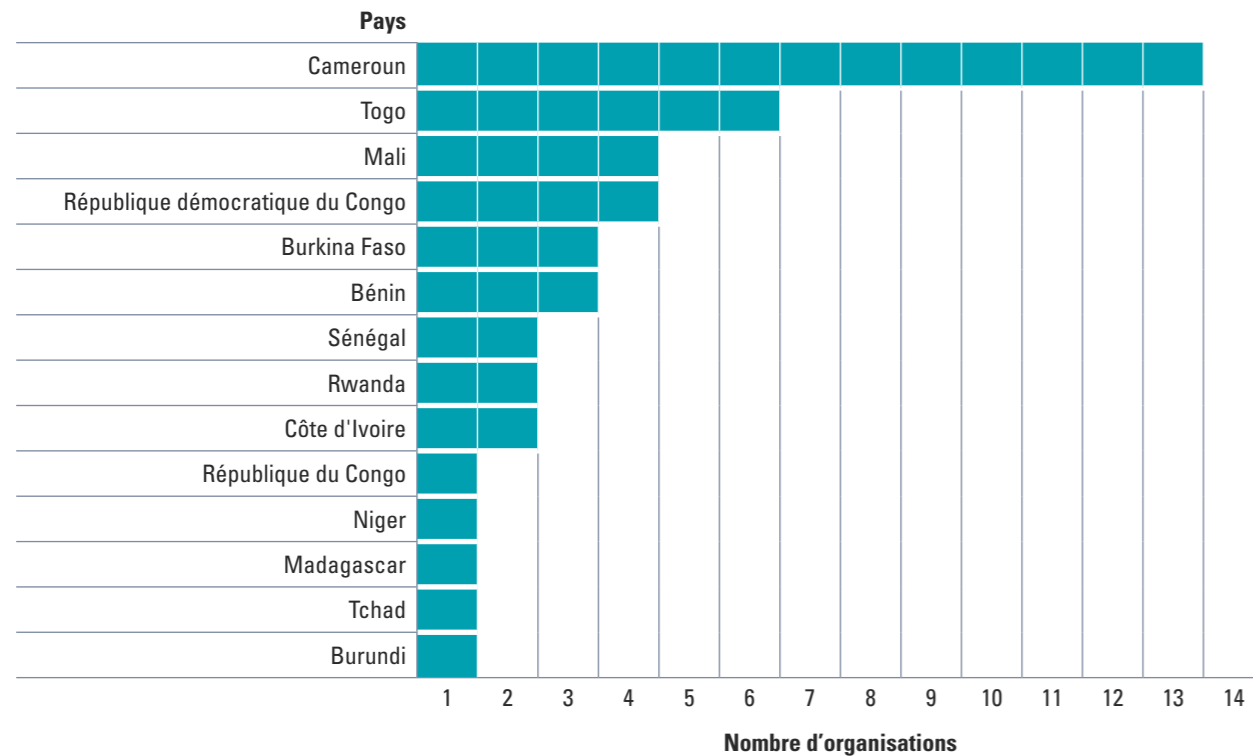
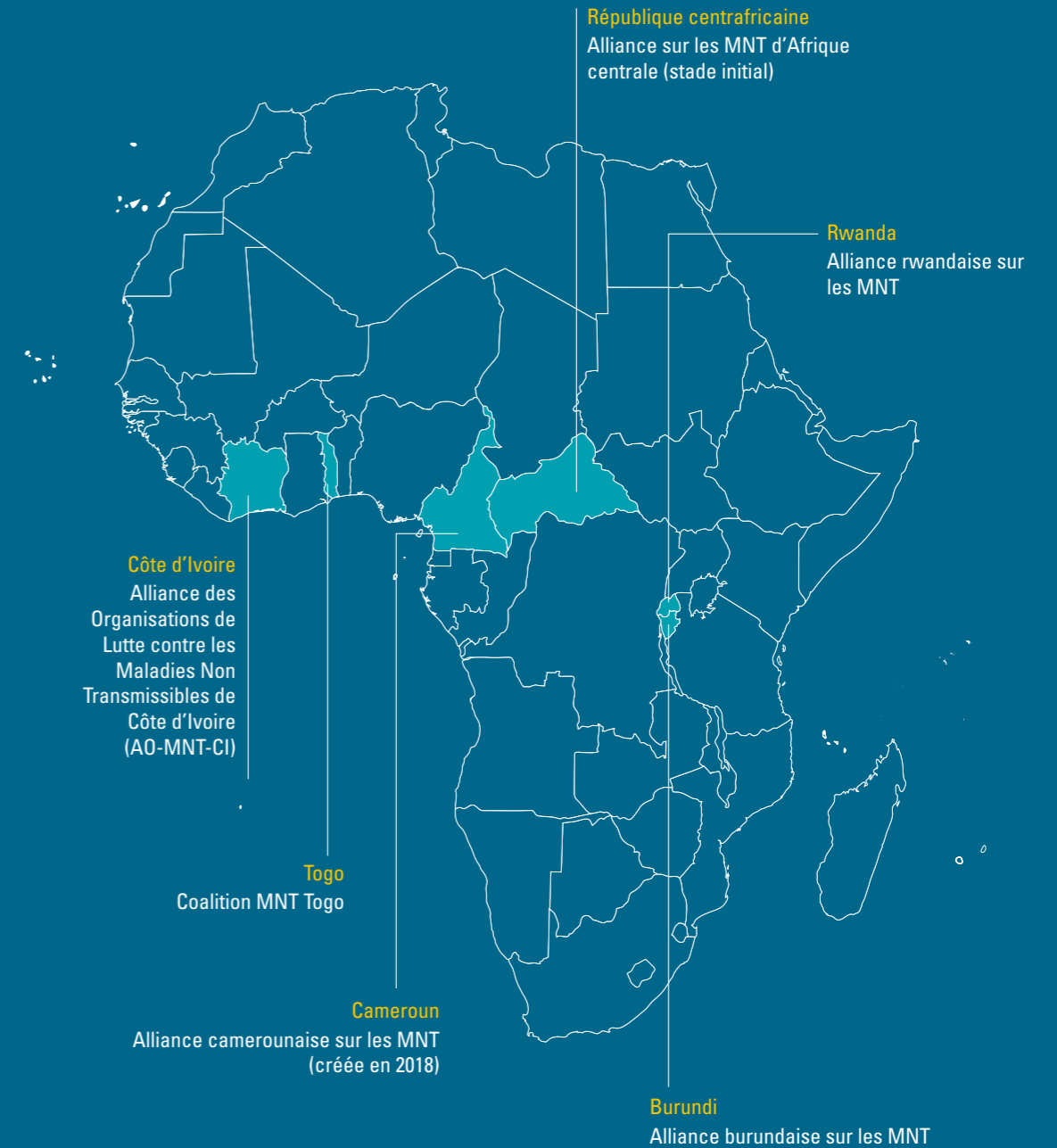


Figure 1. Pays dans lesquels sont basées les organisations ayant répondu (n=45)

⁴ Les avis et opinions des informateurs clés ont été intégrés en vue d'approfondir l'analyse et les conclusions présentées dans le rapport. Il convient toutefois de préciser que ces contributions n'ont pas fait l'objet d'une vérification indépendante.

Alliances sur les MNT actives connues en Afrique subsaharienne francophone

Il existe actuellement six alliances nationales sur les MNT dont on sait qu'elles sont actives dans la région:⁵



⁵ Cette liste est uniquement fondée sur les réponses apportées par les participants à l'enquête, et n'est donc pas exhaustive.

Portée et limites

Étant donné la grande diversité des contextes nationaux au sein de la région de l'Afrique subsaharienne, des efforts notables ont été déployés afin de s'assurer que cette cartographie reflète, autant que possible, toute la variété des thèmes et pays concernés.

Cependant, en partie en raison du temps limité disponible pour recueillir les réponses à l'enquête, seuls 14 pays sur les 21 visés en Afrique subsaharienne francophone ont répondu, et sont inclus dans le rapport. L'enquête a bénéficié d'un échantillon particulièrement vaste du Cameroun (13 contributeurs) en raison du fait qu'elle a été diffusée par le biais de consultants basés dans ce pays.

Les données quantitatives obtenues grâce à l'enquête en ligne et présentées dans ce rapport sont complétées par les points de vue d'informateurs clés recueillis lors des entretiens approfondis, dans l'optique de parvenir à un équilibre entre pays et thématiques.

Bien que les résultats de la cartographie ne puissent pas prétendre être pleinement exhaustifs, les conclusions et recommandations qui ressortent de cette méthodologie multiforme sont des indicateurs probables de la situation actuelle de l'action de la société civile autour des MNT dans les pays francophones de la région de l'Afrique subsaharienne.

Résultats de l'enquête et des entretiens

Les résultats de l'enquête sont présentés ci-dessous, et intègrent les apports des 10 entretiens approfondis. Ils ont fait l'objet d'une analyse thématique afin de mettre en lumière les tendances clés dans ces pays francophones de la région de l'Afrique subsaharienne.

1. Profil de la société civile des MNT dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne

Cette section présente les profils des OSC sur les MNT qui ont participé à l'enquête, et notamment le type d'organisation, depuis combien de temps elles travaillent dans le domaine des MNT, la taille des effectifs (staff et volontaires) et le champ d'action géographique de l'organisation.

a. Type d'organisation

Plus des deux tiers (71%) des personnes ayant répondu à cette question ont décrit leur organisation comme étant une «ONG de santé». Toutefois, des associations médicales (9%), des ONG non sanitaires (9%) et des organismes de recherche (9%) ont également participé à l'enquête. Cet écart indique que bien que la grande majorité des participants représentaient des ONG de santé, il existe un certain degré d'intérêt et de sensibilisation aux MNT dans d'autres type d'OSC (Figure 2).

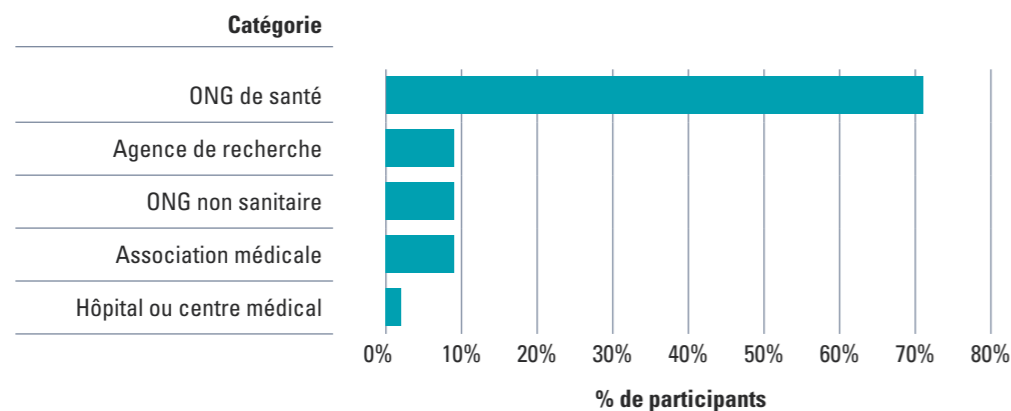


Figure 2. Nature des organisations participantes (n=45)

b. Création des OSC et durée du travail dans le domaine des MNT

Un peu plus d'un quart des organisations représentées dans l'enquête ont été créées avant l'an 2000. Mais la majorité (64%) a été établie en 2008 ou après. Concernant la durée de leur travail spécifique sur les MNT, plus d'un tiers (38%) des organisations ont indiqué qu'elles étaient actives sur ce sujet depuis 5 ans ou moins. Environ 24% des participants ont déclaré que leur organisation s'occupait activement de MNT depuis 10-15 ans. 11% des organisations sont actives en matière de MNT depuis 21 ans ou plus. Ces résultats révèlent que si la plus grande partie des participants ne sont actifs en matière de MNT que depuis moins de 10 ans, il existe quelques OSC qui travaillent activement sur ce sujet depuis des décennies (Figure 3).

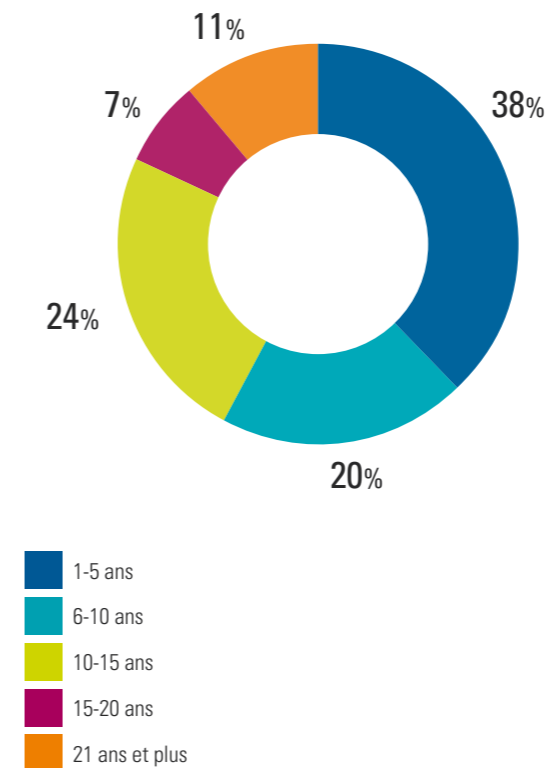


Figure 3. Nombre d'années de travail sur les MNT (n=45)

c. Tailles des OSC

Près de la moitié (47%) des participants ayant répondu à cette question ont indiqué que leurs effectifs (personnel permanent et volontaires) sont constitués de 20 personnes au maximum, tandis que 24% ont déclaré compter entre 20 et 50 personnes. Seul 11% des participants appartiennent à une organisation comptant plus de 150 salariés et volontaires.

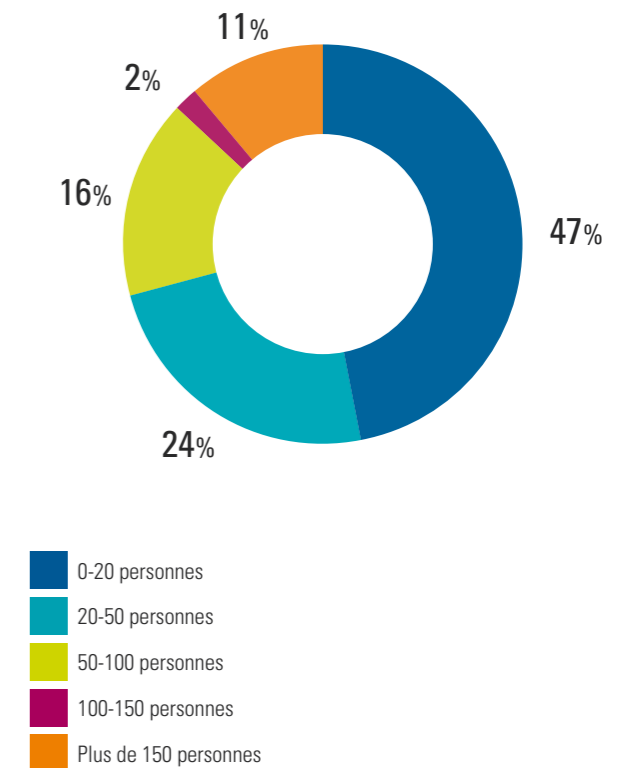


Figure 4. Effectifs - staff et volontaires (n=45)

d. Champ d'action géographique des OSC

La majorité (58%) des personnes ayant répondu à cette question ont indiqué que leur organisation travaillait principalement au niveau national, tandis que 23% ont déclaré travailler davantage au niveau de la province/district. Il est également intéressant de noter qu'environ 7% des participants ont indiqué travailler principalement au niveau mondial.

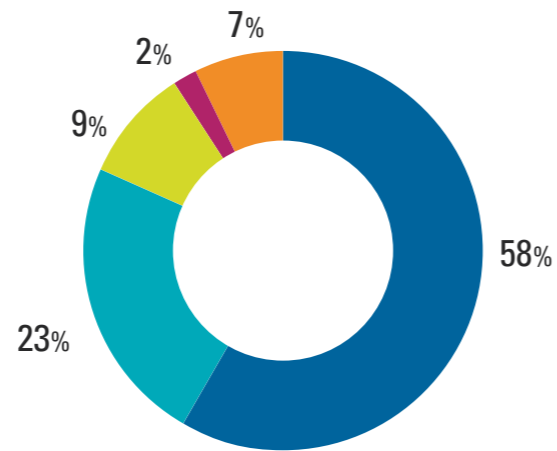
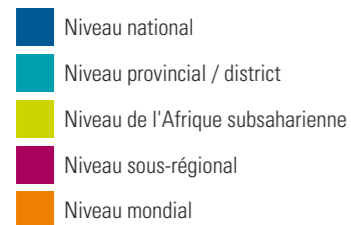


Figure 5. Champ d'action géographique (n=43)

2. Action sur les MNT

a. Groupes cibles

La majorité des personnes ayant répondu à cette question (33/43, soit 77%) ont cité la population générale comme étant l'un des trois premiers publics visés par leur travail. Suivaient les « groupes affectés par les MNT », mentionnés par 29 participants (67%) comme étant des publics ciblés par les OSC. Ceci semble indiquer que les OSC de ces pays se concentrent particulièrement sur leur rôle en matière de sensibilisation et de mobilisation des personnes vivant avec des MNT. En revanche, seuls 9% des

participants ont cité les gouvernements comme étant leur public cible. Bien qu'un peu moins de la moitié (47%) des personnes ayant répondu à cette question ont cité le gouvernement comme étant l'un de leurs trois publics cibles principaux, les résultats illustrés à la Figure 6 suggèrent que les activités conçues pour la population générale et les groupes affectés par les MNT ont une place prépondérante dans les OSC participantes.

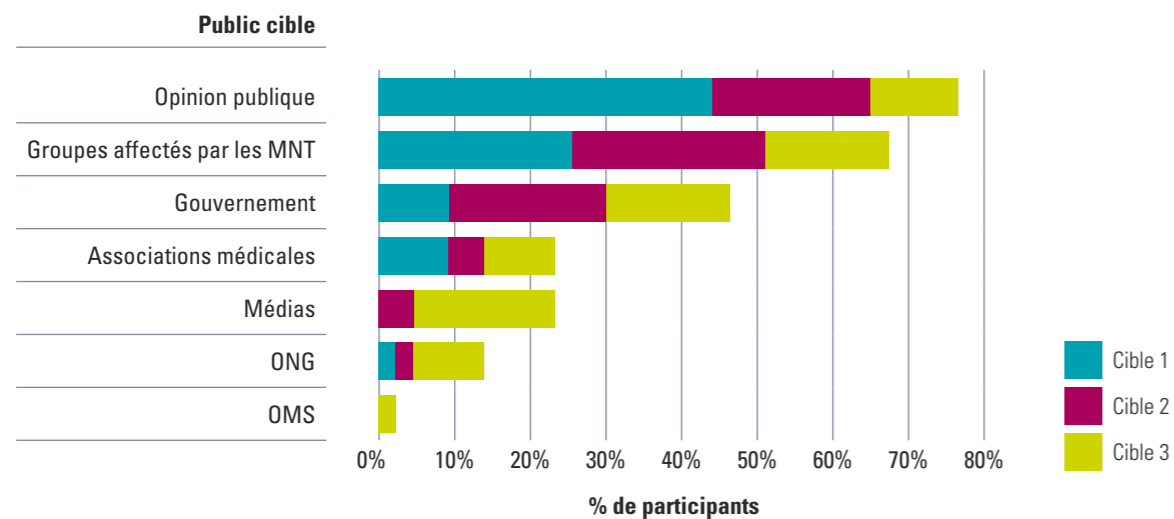


Figure 6. Trois principaux publics cibles des organisations (n=43)

b. Domaines au sein de l'Agenda des MNT

Lorsqu'on leur demande sur quelles maladies et quels facteurs de risque leur organisation se concentre principalement, plus des deux tiers (70%) des participants citent le diabète comme étant l'un de leurs trois domaines de travail prioritaires. Suivent les maladies cardiovasculaires (53%), la mauvaise alimentation (30%), les cancers (28%) et l'inactivité physique (23%). Ces résultats montrent que très peu de participants se concentrent sur des sujets tels que le tabagisme, la santé des femmes, les troubles mentaux ou neurologiques, l'usage nocif de l'alcool, la santé environnementale, les maladies respiratoires chroniques ou la pollution de l'air intérieur (Figure 7). Les personnes interrogées ont convenu que la santé des femmes, les troubles mentaux ou neurologiques, l'usage nocif de l'alcool, la santé environnementale, les maladies respiratoires chroniques et la pollution de l'air intérieur étaient dans l'ensemble des sujets insuffisamment considérés comme prioritaires, dans la région.

Les informateurs clés ont également identifié le diabète et les maladies cardiovasculaires comme étant les maladies sur lesquelles se concentrait le plus leur programme sur les MNT. Ils ont souligné le fait que les troubles mentaux ne constituaient pas encore des priorités, tout en précisant qu'ils souhaiteraient que ces troubles soient également considérés comme un domaine prioritaire des MNT. Au Rwanda en revanche, la santé mentale et les incapacités sont mentionnées comme domaine d'action national. Ceci s'explique par la guerre que le pays a subie et qui a provoqué de nombreux traumatismes mentaux et physiques. Ainsi, une réponse forte de la société civile a vu le jour dans cette région et a suscité à son tour une action importante du gouvernement.

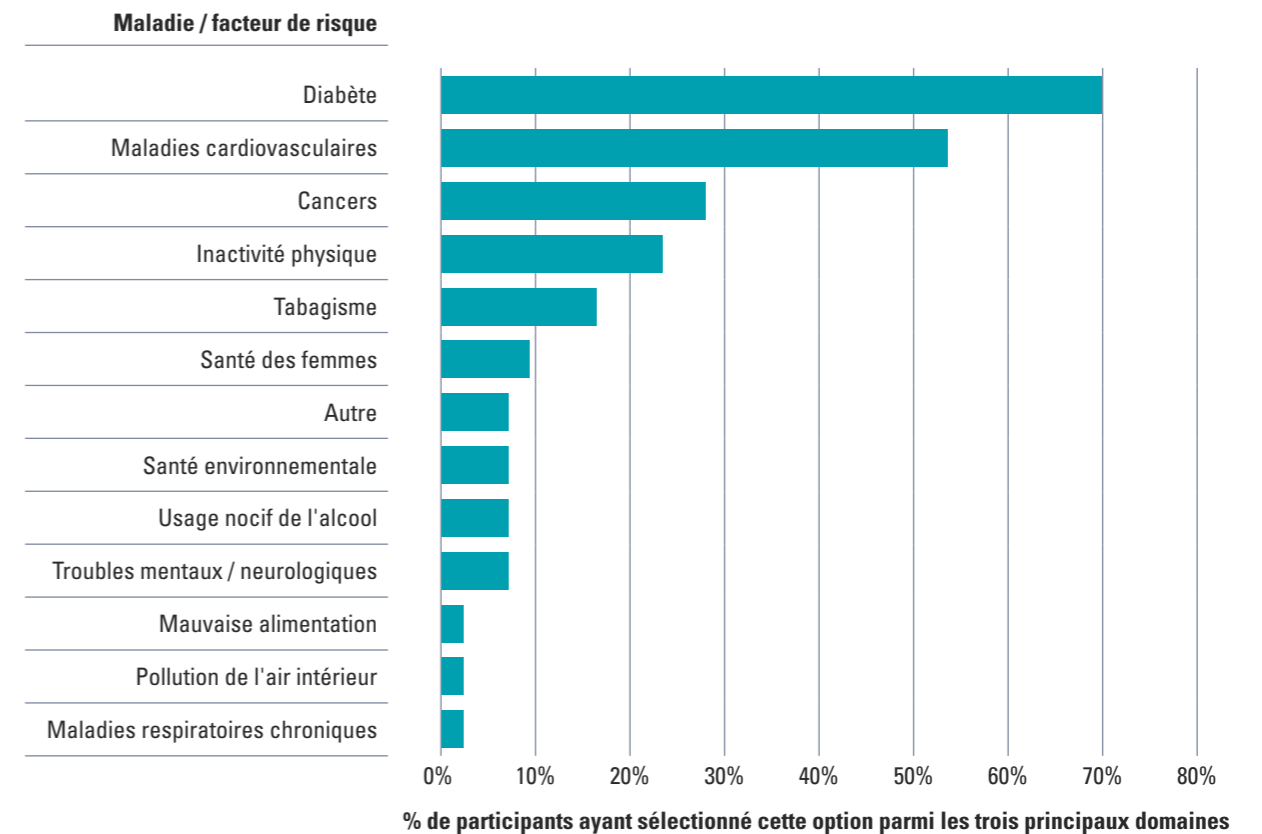


Figure 7. Domaines d'action concernant les maladies et les facteurs de risque (n=43)

La figure 7 montre clairement qu'en matière de prévention des MNT, les OSC participantes ont tendance à se concentrer sur les facteurs de risque d'une mauvaise alimentation et l'inactivité physique. Ceci est probablement lié au fait que le principal domaine d'action de la plupart des OSC est le diabète, ces deux facteurs de risque étant cruciaux pour la prévention de cette maladie.

Et les données représentant les principaux domaines d'action des participants le confirment. La sensibilisation/l'éducation (23%) et la réduction de l'exposition aux facteurs de risque (23%) sont les domaines d'action les plus fréquemment sélectionnés par les participants. En outre, le diagnostic/dépistage précoce est l'élément le plus souvent sélectionné en tant que deuxième domaine d'action par ordre d'importance. Ceci renvoie au rôle actif des OSC dans la prévention des MNT et le diagnostic précoce. Le peu d'intérêt manifesté pour la mobilisation de la société civile, la sensibilisation des secteurs non sanitaires et l'amélioration de la couverture sanitaire semble suggérer que l'accent sur le plaidoyer a été faible (Figure 8).

c. Domaines d'intervention prioritaires

À la question de savoir quelles étaient les trois principales activités de leur organisation liées aux MNT (Figure 9), la grande majorité des participants (83%) a mentionné l'éducation de la population sur les MNT et leurs facteurs de risque. Encore une fois, ce résultat montre que la population en général est un public cible important pour les OSC, avec un accent mis sur la prévention et le diagnostic précoce. La deuxième activité la plus fréquemment citée par les participants (60%) en tant que priorité était le plaidoyer auprès des décideurs politiques, pour l'amélioration des politiques publiques. Ceci montre que, d'après les participants, l'action de la société civile en matière de prévention et de maîtrise des MNT s'intéresse activement au plaidoyer et au changement du système, bien qu'il ne s'agisse généralement pas de la principale activité menée par les organisations. Le même constat ressort des réponses selon lesquelles les gouvernements font partie des principaux publics pour les OSC participantes (cf. Figure 6), bien que la population et les groupes affectés par les MNT soient davantage

ciblés. Il est intéressant de constater qu'aucun des participants n'a indiqué l'«évaluation des interventions contre les MNT», la « mise en place des réseaux d'information / bulletins d'information » ni les « litiges » comme étant leurs activités principales.

Alors qu'ils étaient invités à commenter les stratégies employées par leur OSC ayant abouti à des résultats spécifiques, seule la moitié des participants à l'enquête a apporté des commentaires. Parmi les principales stratégies mentionnées par les participants :

- le plaidoyer auprès des autorités politico-sanitaires et des législateurs quant au problème des MNT et leurs conséquences sur la population ;
- la sensibilisation de la population aux MNT et leurs facteurs de risque ;
- les soins aux patients ;
- la formation des professionnels de santé à la gestion de certaines MNT.

d. Stratégies adoptées par les OSC

Nous avons également demandé aux participants quelles étaient les 2 principales stratégies adoptées par leur organisation qui avaient abouti à des résultats spécifiques vis-à-vis de divers groupes cibles. La plupart des participants de l'enquête ont répondu, et une synthèse de leurs réponses figure dans le tableau 1 ci-dessous.

e. État des ripostes nationales aux MNT

À l'affirmation selon laquelle « La société civile joue un rôle important dans la construction des politiques nationales de santé et leurs efforts de plaidoyer sont établis et reconnus par les gouvernements », une majorité écrasante des participants ont déclaré qu'ils étaient soit tout à fait d'accord (70%), soit d'accord (25%). Il convient de souligner que pas un seul participant n'a dit être en désaccord, et seules deux personnes (5%) se sont déclarées neutres sur la question. (Figure 10). Ce résultat est un indicateur du niveau élevé de confiance qu'ont les OSC quant à l'appréciation et l'efficacité de leurs efforts.

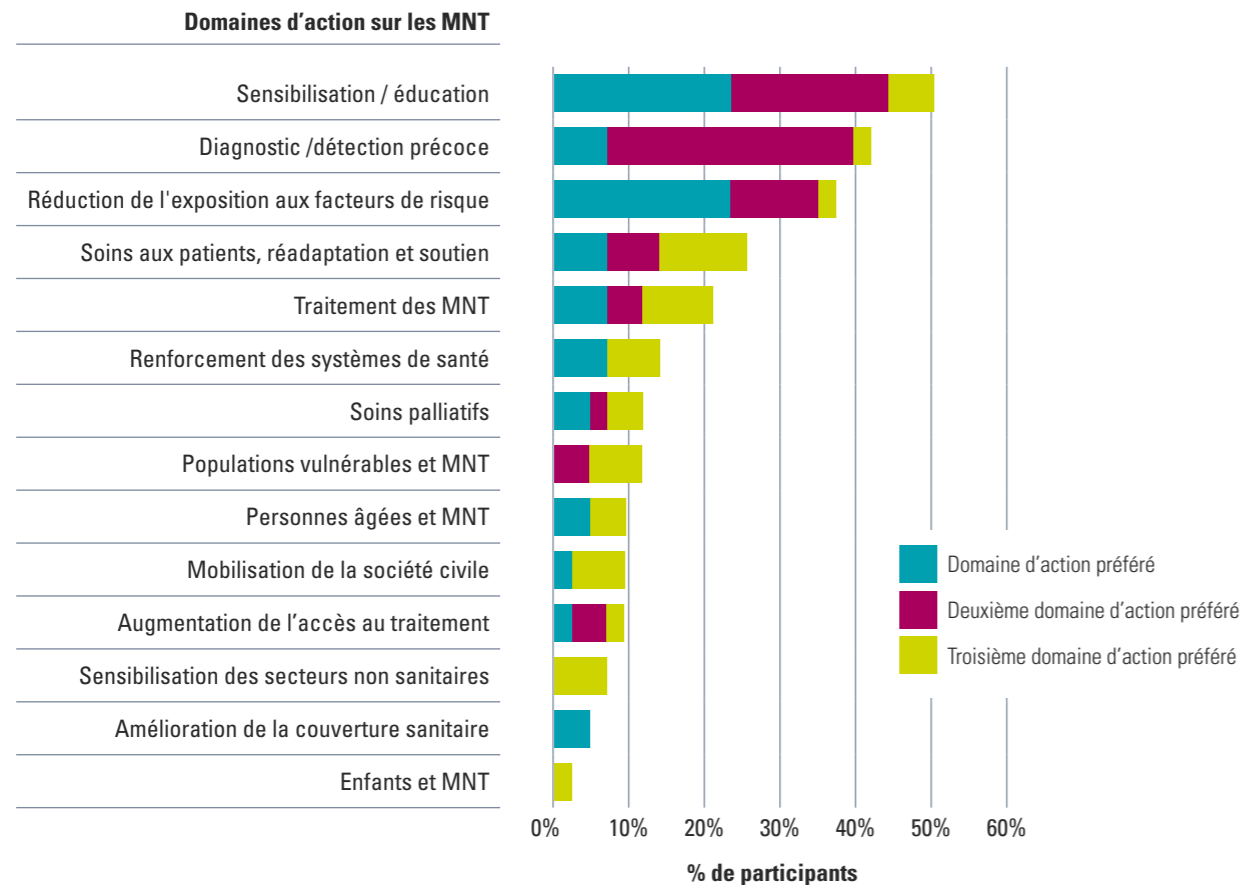


Figure 8. Trois principaux domaines d'action sur les MNT des organisations (n=43)

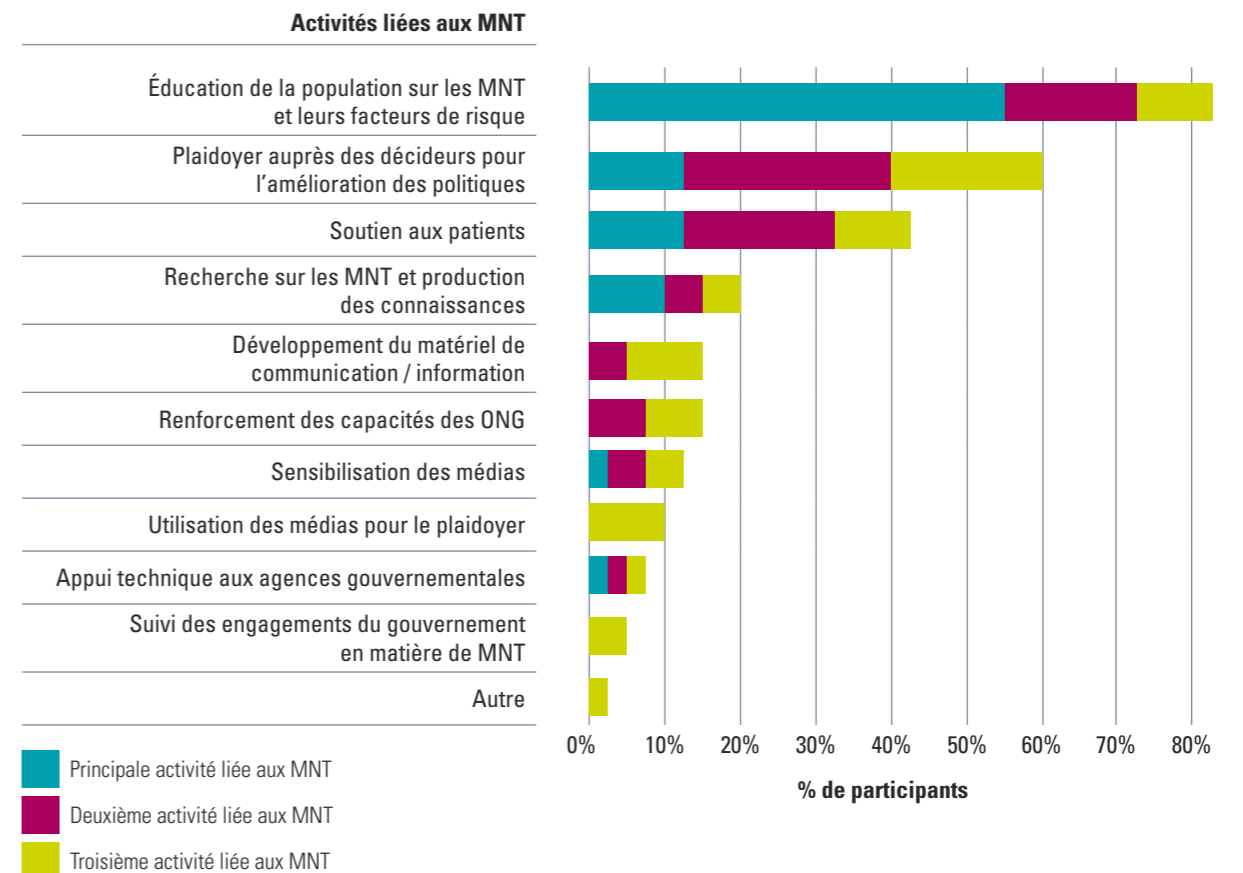


Figure 9. Principales activités liées aux MNT mentionnées par les participants (n=40)

Groupes cibles	Stratégies adoptées	Résultats
Gouvernement	Plaidoyer pour l'élaboration d'une législation, ainsi que de décrets d'applications et de lignes directrices	Mise au point de politiques et amélioration de la collaboration entre les gouvernements et la société civile
	Lobbying pour la participation à la Réunion de haut niveau de l'ONU sur les MNT	Assister à la plénière et y prononcer un discours
	Organisation de conférences	Création d'un groupe technique pluridisciplinaire de plaidoyer
	Conception d'outils éducatifs et recours à des pairs éducateurs et à des formateurs	Amélioration de l'autogestion des personnes vivant avec des MNT
Professionnels de santé	Professionnels de santé	Capacités améliorées Création d'unités de soins
	Promotion du dépistage des maladies	Validation de la stratégie adoptée par certains programmes de dépistage de maladies
Patients	Formation des patients pour améliorer la façon dont ils gèrent la maladie	Amélioration des connaissances sur les MNT
	Offre de soins (de meilleure qualité)	Amélioration de la qualité de vie
Population	Sensibilisation aux MNT et campagnes de dépistage gratuit	La population est sensibilisée aux MNT et à leurs facteurs de risque Dépistage de nouveaux cas
Leaders d'opinion	Collaboration avec les autorités locales et traditionnelles	La mobilisation des autorités locales pour convaincre la population d'être sensibilisée et testée
OSC	Renforcement des capacités de la société civile afin de suivre les engagements des gouvernements	Adoption et mise en œuvre de certaines politiques dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne
	Mobilisation sociale pour l'implication des OSC dans la prévention et la maîtrise des MNT	Les OSC ont inclus la prévention des MNT dans leurs missions et programmes et ont ciblé les jeunes, les étudiants et les travailleurs
Médias	Mobilisation des journalistes	Sensibilisation accrue et mobilisation de la population

Tableau 1. Les 2 PRINCIPALES stratégies adoptées par certaines OSC qui ont abouti à des résultats spécifiques vis-à-vis de divers groupes cibles.

Concernant les principaux domaines d'action prioritaires pour lutter contre les MNT au plan national, la mise au point d'un Plan national de lutte contre les MNT est ressortie comme étant l'élément le plus important (plus de la moitié des participants l'ayant mentionné comme domaine d'action prioritaire)⁶. La « facilitation de l'accès à la détection précoce et aux traitements » (49%) et la « surveillance des engagements pris sur les MNT par les gouvernements » (46%) ont été, respectivement, le deuxième et le troisième domaine les plus fréquemment cités. La plupart des personnes interrogées ont mentionné que même lorsqu'il existe un plan national de lutte sur les MNT, sa mise en œuvre est très limitée. Le diagnostic précoce et le traitement posent des défis considérables dans ces pays, d'où l'accent mis par les OSC sur l'amélioration de l'accès aux soins et le suivi des engagements pris par les gouvernements au plan national et international. L'importance que la société civile accorde à la surveillance des engagements en matière de MNT souscrits par les gouvernements est compréhensible, si l'on considère que la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne ratifient souvent des conventions et déclarations politiques internationales destinées à la prévention et maîtrise de ces maladies, sans tenir leurs engagements.

La « recherche et surveillance » et la « surveillance de l'industrie » ont été les domaines d'action prioritaires pour lutter contre les MNT les moins choisis par les participants.

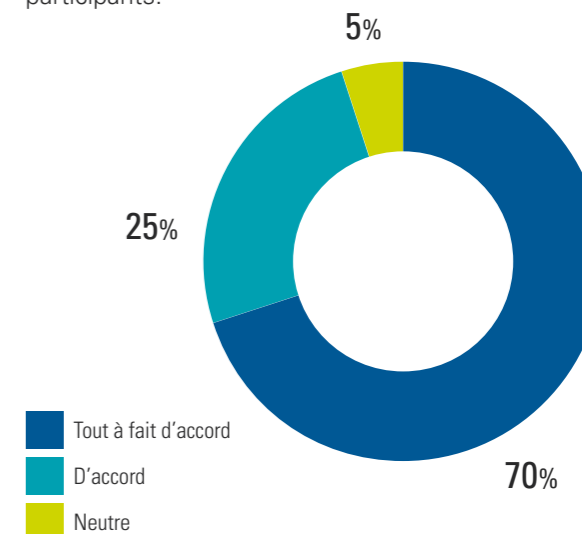


Figure 10. La société civile joue un rôle important dans la construction des politiques nationales de santé et leurs efforts de plaidoyer sont établis (n=40)

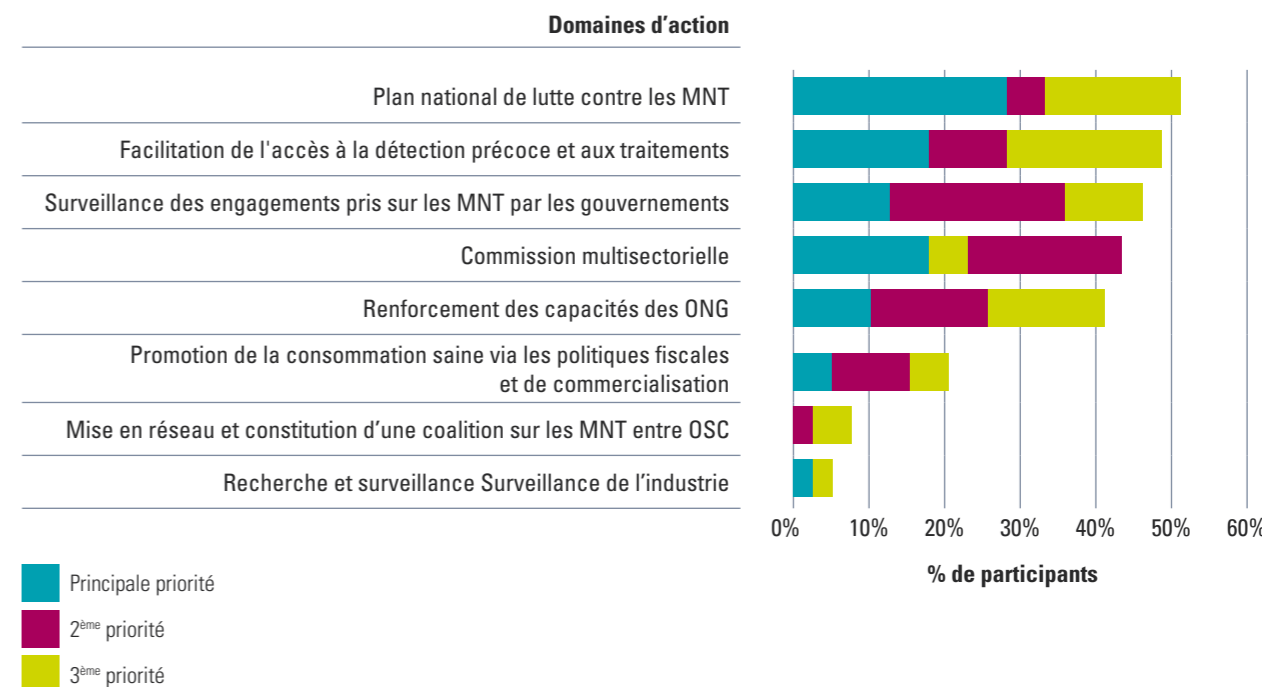


Figure 11. Domaines d'action prioritaires au plan national pour lutter contre les MNT (n=39)

⁶ Selon le point 12 de l'ordre du jour de la 68ème session du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique (OMS/AFRO), en 2017, seuls 15 États membres de la région africaine disposaient de politiques et plans opérationnels nationaux multisectoriels intégrés de lutte contre les MNT. <https://www.afro.who.int/sites/default/files/2018-09/AFR-RC68-9%20Status%20of%20Implementation%20of%20the%20timebound%20NCD-Ed.RC68inputs.pdf> Dernier accès le 4 janvier 2019.

3. Défis, lacunes, solutions et besoins de capacités

a. Défis

À la question de savoir quels étaient les trois principaux défis auxquels ils devaient faire face dans le cadre du travail sur les MNT dans le pays (Figure 12), les participants ont signalé l'insuffisance des fonds comme l'obstacle le plus significatif, 28% d'entre eux l'ayant choisi comme obstacle principal. Le manque de volonté politique a été le deuxième principal obstacle le plus fréquemment cité (20%) et la mise en œuvre inadéquate des programmes et des politiques le troisième (18%). Dans l'ensemble cependant, l'insuffisance de plaidoyer et de suivi de la société civile est l'obstacle le plus souvent cité en deuxième position, 38% des participants le plaçant parmi les trois obstacles principaux.

De nombreux informateurs clés ont également indiqué le manque de volonté politique et l'insuffisance des fonds en tant qu'enjeux majeurs des actions de lutte contre les MNT dans ces pays.

Ces résultats ne sont pas vraiment surprenants si l'on considère qu'un manque de volonté politique, associé à un plaidoyer et une surveillance faibles de la part de la société civile, aboutirait très certainement à une mobilisation de fonds limitée, et par conséquent à une mise en œuvre inadéquate des programmes et des politiques. Le manque de financements gouvernementaux est un problème qui dépasse le cadre des MNT dans de nombreux pays africains. Très peu de pays d'Afrique subsaharienne respectent les engagements pris dans le cadre de la Déclaration d'Abuja, qui prévoit que ces pays consacrent au moins 15% de leur budget annuel à l'amélioration du secteur de la santé.⁷

Le manque d'expertise technique, les ressources humaines inadéquates, l'ingérence de l'industrie avec des intérêts contradictoires, et l'absence de mise en œuvre des lois relatives aux MNT n'ont pas été considérés comme des obstacles majeurs par les participants. Toutefois, un informateur clé a évoqué le manque de contrôle des multinationales, et un autre a souligné l'absence de politiques de prévention des MNT comme étant des défis de taille.

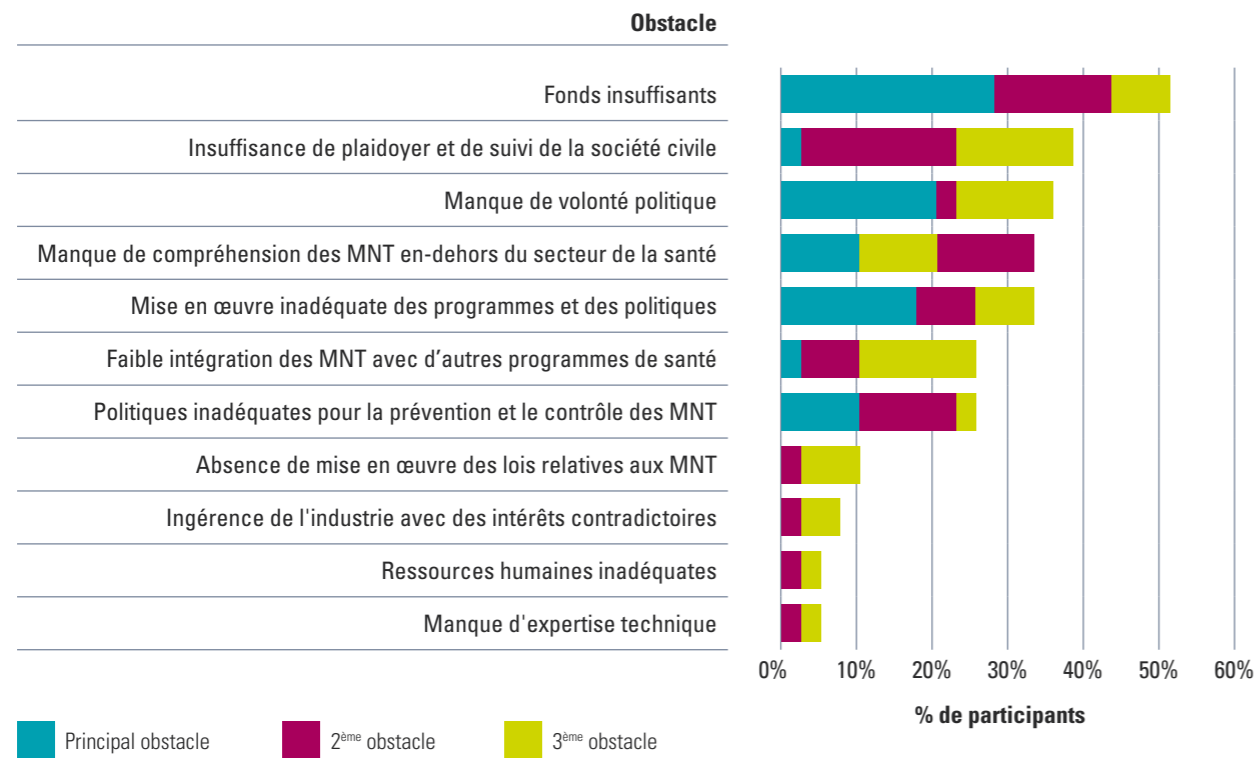


Figure 12. Trois principaux défis pour les progrès dans la lutte contre les MNT au plan national (n=39)

⁷ OMS. La Déclaration d'Abuja : Dix ans après [Internet]. OMS. 2011 [cité le 4 nov. 2018] Disponible en anglais sur : http://www.who.int/healthsystems/publications/abuja_declaration/en/

b. Lacunes

Les participants devaient également indiquer quelles étaient selon eux les trois principales lacunes dans la réponse nationale de la société civile aux MNT. La quasi-totalité (92%) des participants ont cité les contraintes financières parmi les trois principales lacunes. De nombreux informateurs clés ont également évoqué, lors de leur entretien, les contraintes financières comme une lacune majeure dans la réponse nationale de la société civile aux MNT. Cela confirme les défis à la réalisation de progrès au plan national sur les MNT mentionnés dans ces pays, où le manque de financements a également été souligné comme le principal obstacle (Figure 12). Les deuxième et troisième lacunes les plus fréquemment citées ont été l'intérêt limité des

ONG pour les MNT (46%) et l'absence de réponse coordonnée (33%) (Figure 13).

L'intérêt limité des ONG pour les MNT correspond au fait que les efforts de mobilisation de la société civile autour des MNT sont relativement récents dans la plupart de ces pays (Figure 3). Cependant, la charge persistante des maladies infectieuses, ainsi que d'autres enjeux de santé dans ces pays, sont toujours passés avant les MNT pour les ONG de la région.

L'absence de réponse coordonnée, qui est apparue comme l'un des principaux défis, est également liée au nombre important de participants ayant indiqué ne pas avoir d'alliance nationale sur les MNT dans leur pays (36%) ou n'étant pas certains de l'existence d'une telle alliance (26%).

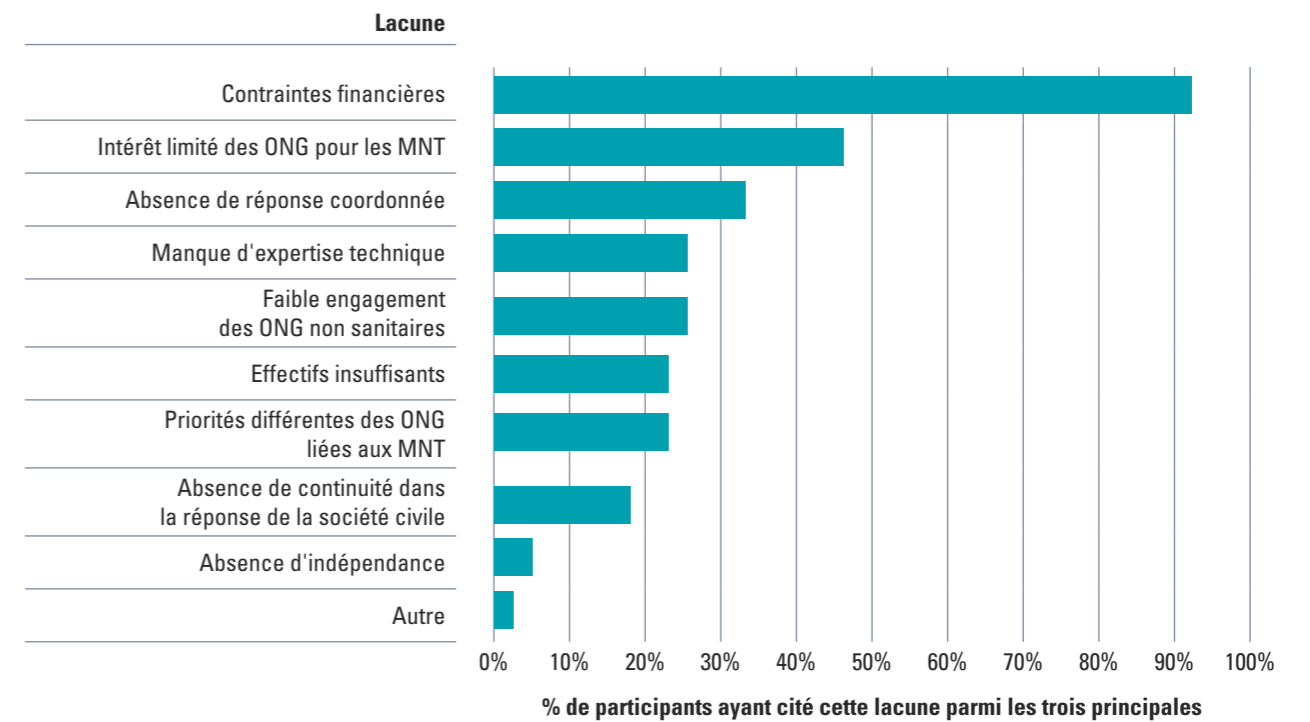


Figure 13. Principales lacunes dans la réponse nationale de la société civile aux MNT (n=39).

c. Solutions et besoins de capacités

Face aux faiblesses identifiées, les participants se sont vu demander qu'elles seraient selon eux les principales solutions potentielles pour combler les lacunes dans la réponse nationale de la société civile aux MNT. Plus des deux tiers (69%) des participants ont cité le renforcement des capacités des ONG parmi les trois principales solutions potentielles (Figure 14). Venaient ensuite le besoin d'une sensibilisation accrue de la société civile autour de

l'importance de la prévention et la maîtrise des MNT (49%) et l'intégration des MNT dans les programmes prioritaires existants (46%). Ces résultats prouvent de nouveau que la réponse de la société civile dans ces pays est relativement récente, et qu'elle a besoin de formation et de soutien. Sensibiliser les OSC aux problèmes des MNT devrait permettre d'attirer des acteurs plus actifs et de susciter l'intérêt des gouvernements pour la prévention et la maîtrise des MNT dans ces pays.

Très peu de participants considèrent que l'analyse de rentabilité pour investir dans la lutte contre les MNT était l'une des principales solutions pour combler les lacunes dans la réponse nationale de la société civile aux MNT. Toutefois, certains informateurs clés ont cité cette solution potentielle comme un moyen d'augmenter l'engagement et de mobiliser davantage d'acteurs dans la prévention et la maîtrise des MNT.

L'enquête a également abordé les besoins spécifiques de capacités de la société civile pour répondre aux problèmes liés aux MNT au niveau national. La pertinence de ce point est évidente lorsque l'on voit que le renforcement des capacités a été la solution potentielle la plus proposée pour combler les lacunes de la réponse nationale de la société civile aux MNT (Figure 14). Plus de la moitié des personnes ayant répondu à cette question (56%) ont cité les compétences en matière de plaidoyer et de campagne parmi les trois principaux besoins de capacités de la société civile au plan national (Figure 15). Cela indique un intérêt marqué pour une intensification des efforts de plaidoyer chez ces OSC. Il convient de souligner que le plaidoyer auprès des décideurs politiques a été la deuxième activité la plus citée par les participants (Figure 9).

Le deuxième besoin de capacités le plus souvent cité est le soutien à la mobilisation des ressources (54%). Cela concorde avec le manque de financements identifié comme la principale lacune dans la réponse de la société civile dans ces pays (Figure 12).

d. Opportunités

Aperçu des grandes réalisations et des meilleures pratiques selon les personnes interrogées

Interrogées sur les réalisations, plusieurs personnes ont souligné le fait que la lutte contre les MNT dans leur pays n'en était qu'à ses débuts. Elles ont souligné que certains efforts étaient faits pour sensibiliser l'opinion publique et pour le diagnostic précoce du diabète, des MCV et du cancer du sein. Deux d'entre elles ont également cité comme grande réalisation la loi antitabac votée dans leur pays.

Presque toutes les personnes interrogées voient la lutte contre le VIH dans la région comme un modèle de réussite. En effet, les programmes de lutte contre le VIH dans la plupart des pays ont réussi à établir des procédures et des structures bien coordonnées pour optimiser la prévention, la prise en charge et le traitement des personnes vivant avec le VIH. Elles ont également souligné le fait que la lutte contre le VIH a mobilisé suffisamment de financements

et d'engagements, grâce à des associations bien organisées dans ce domaine. Elles pensent que les MNT pourraient être intégrées dans ces programmes existants.

Opportunités

À la question sur les axes de travail inexplorés qui pourraient permettre d'intensifier des actions de prévention et de contrôle des MNT et aider à canaliser davantage de fonds pour les programmes dans leur pays, les participants ont fait les suggestions suivantes :

- faire de la prévention et la maîtrise des MNT une priorité nationale dans le cadre de la mise en œuvre des ODD ;
- augmenter l'engagement politique et la sensibilisation des décideurs de santé publique qui ne collaborent pas assez avec des partenaires nationaux et externes, et impliquer les ONG dans le développement et la mise en œuvre de politiques ;
- sensibiliser les entreprises privées et les agences bilatérales et multilatérales pour qu'elles fournissent une aide directe aux ONG impliquées dans la prévention et la maîtrise des MNT ;
- intensifier la sensibilisation aux MNT et le dépistage de la population, particulièrement dans des zones inaccessibles et reculées ;
- mobiliser les leaders d'opinion et la jeunesse.

La plupart des personnes interrogées ont mentionné le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui inclut les MNT dans les cibles à atteindre, et la Réunion de haut niveau des Nations unies sur les MNT de 2018, à laquelle ont participé des hauts représentants des gouvernements, comme autant d'opportunités à saisir pour progresser sur la prévention et la maîtrise des MNT. Elles pensent qu'en alliant leurs voix à celles de défenseurs nationaux et d'organisations internationales, le plaidoyer pourrait stimuler la prévention et la maîtrise des MNT dans leurs pays et leur région.

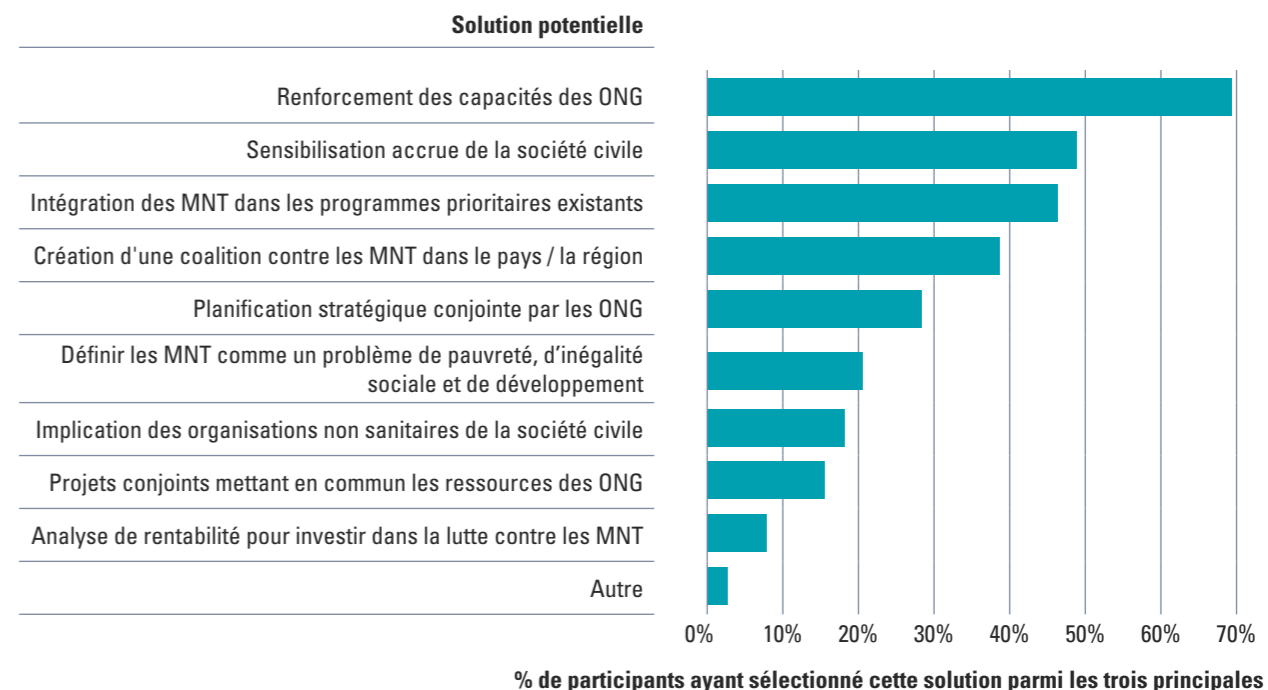


Figure 14. Solutions potentielles aux lacunes dans la réponse de la société civile (n=39)

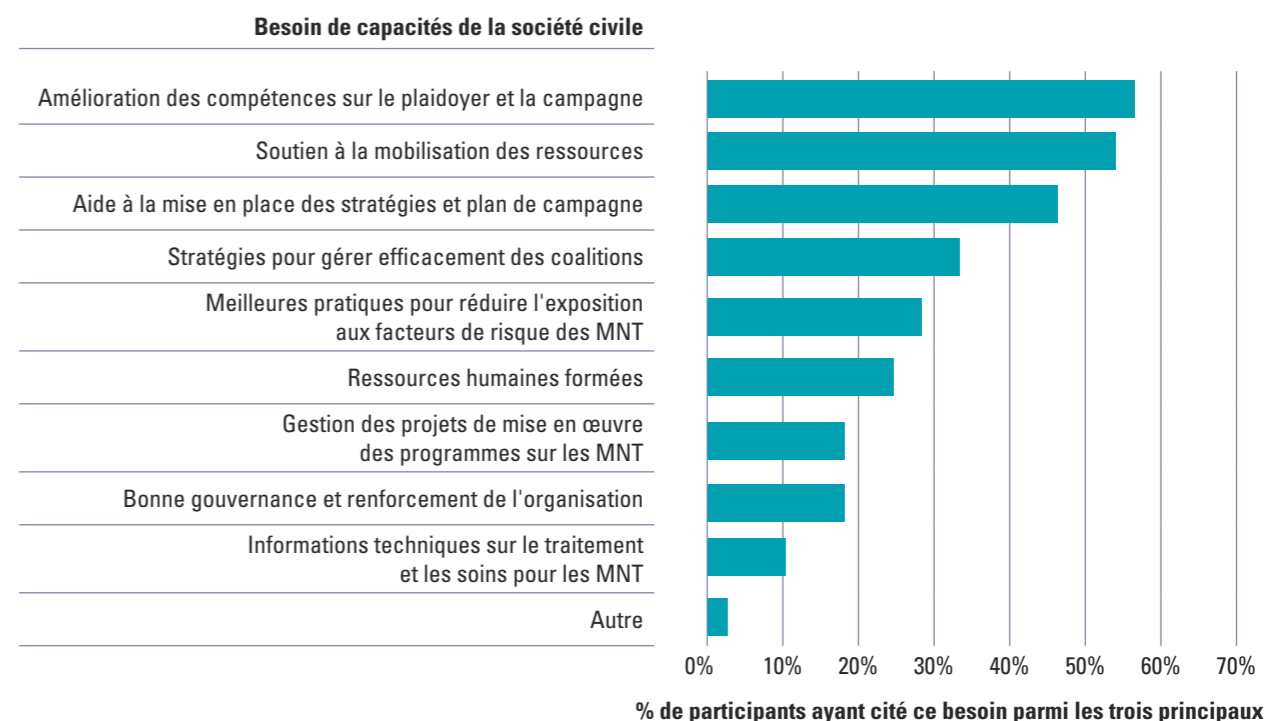


Figure 15. Principaux besoins de capacités de la société civile pour lutter contre les MNT au plan national (n=39)

4. Priorités, mécanismes et partenariats régionaux

a. Priorités régionales

Outre les priorités et défis nationaux, les participants à l'enquête se sont également vu demander leur avis quant à la portée et au potentiel d'une action régionale.

Concernant les domaines d'action prioritaires pour lutter contre les MNT au plan régional, les stratégies visant à lutter contre la promotion transfrontalière, la taxation et le commerce du tabac, de l'alcool et des aliments mauvais pour la santé ont été le domaine prioritaire le plus fréquemment sélectionné (38%) Faciliter l'accès aux traitements dans tous les pays (28%) et le renforcement des capacités des ONG (18%) sont arrivés respectivement en deuxième et troisième positions. Dans l'ensemble cependant, faciliter l'accès aux traitements dans tous les pays a été l'option la plus fréquemment sélectionnée, 67% des participants l'ayant mentionnée.

Des différences se font jour lorsque l'on compare les domaines prioritaires d'action nationaux et régionaux mentionnés par les participants. Ainsi, la mise en réseau des ONG n'a pas été perçue comme un domaine d'action prioritaire au plan national, seulement 7 participants l'ayant sélectionnée (figure 11). Au plan régional en revanche, 16 participants ont souligné le besoin d'une mise en réseau des ONG. Cela semble indiquer que la coopération entre OSC est vue comme une tâche plus importante au plan régional qu'au plan national.

Seuls 4 participants ont identifié la recherche et la surveillance et 1 seul a sélectionné la surveillance de l'industrie parmi les trois principales priorités régionales. Cela reflète les résultats obtenus au niveau national, où ces options étaient également les moins populaires (Figure 11).

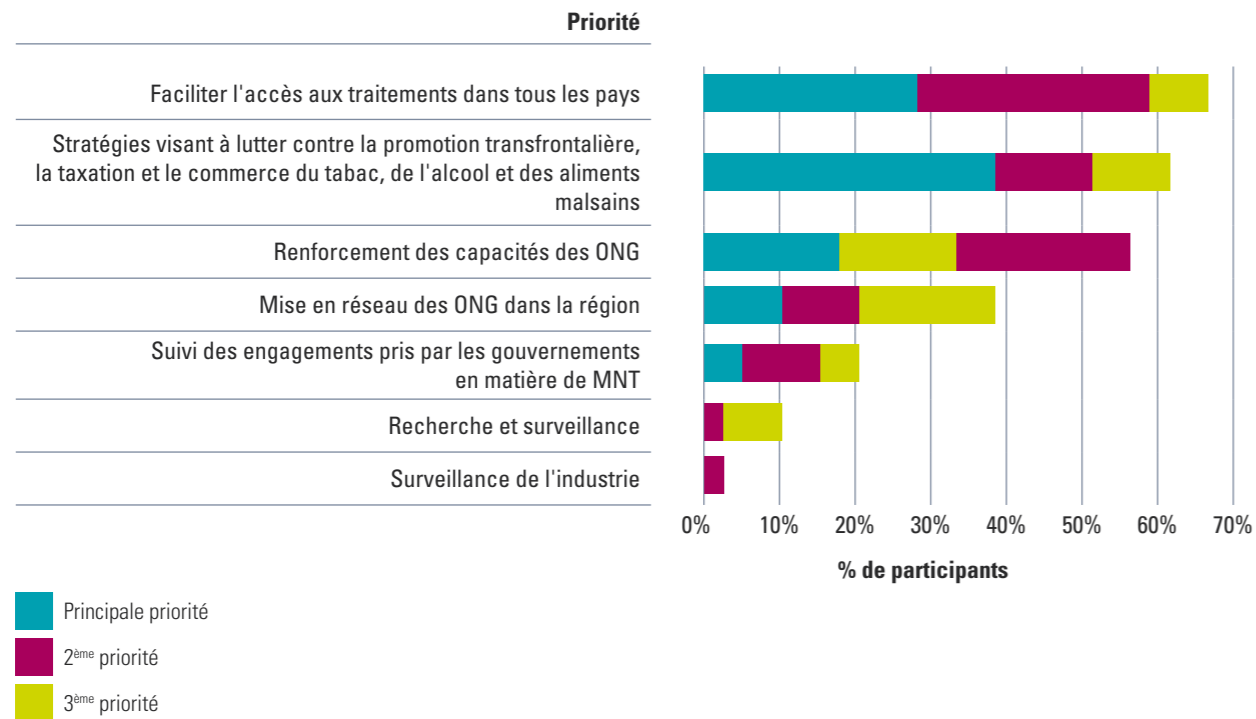


Figure 16. Domaines d'action prioritaires au plan régional pour lutter contre les MNT (n=39)

b. Mécanismes de collaboration régionale

L'absence d'alliances nationales sur les MNT dans 9 pays sur les 14 dont provenaient les participants à l'enquête se reflète dans le manque d'alliances régionales. Parmi les 3 grandes régions de l'Afrique subsaharienne dont des pays ont participé à cette enquête (Afrique centrale, Afrique de l'Est et Afrique de l'Ouest), seule la région d'Afrique de l'Est compte une alliance régionale (Alliance sur les MNT d'Afrique de l'Est). Cette alliance régionale sur les MNT a été créée en 2015 et est l'organisation parapluie qui regroupe les alliances nationales sur les MNT du Burundi, du Kenya, du Rwanda, de Tanzanie, d'Ouganda et de Zanzibar. Une personne interrogée a également mentionné la création d'une Alliance africaine sur les MNT en 2016 lors de la Conférence de Maurice organisée par l'OMS et l'Alliance mondiale sur les MNT, mais cette alliance échange des informations de façon informelle et ne dispose pas d'un plan de travail actif. Presque tous les participants à l'enquête (97%, n=38) et les personnes interrogées ont évoqué le besoin de réunir les OSC travaillant sur la prévention et la maîtrise des MNT au plan régional.

La figure 17 montre les opinions des participants quant au type de collaboration régionale et mondiale susceptible selon eux d'améliorer leur travail sur les MNT. De nombreux participants (67%) ont cité les plateformes de partage d'informations parmi les trois principales collaborations potentielles, suivies par les orientations sur les politiques relatives aux MNT

et les bonnes pratiques (59%) et les opportunités de réseautage pour les ONG dans la région (56%). Plusieurs de ces choix, notamment le partage d'informations et les orientations sur les politiques, reflètent les appels au renforcement des capacités des OSC, mis en exergue figure 14.

Seuls 20% des participants ont retenu l'identification de domaines d'action conjointe comme l'une des trois principales formes de collaboration, ce qui en fait l'option la moins populaire. Cela indique que les participants accordent davantage d'importance à l'échange d'informations qu'à la collaboration autour d'activités. Toutefois, ce résultat provient peut-être d'une faible connaissance concernant l'efficacité potentielle d'un plaidoyer coopératif et bien coordonné autour des MNT.

Les participants ont également dû identifier les barrières à une collaboration régionale efficace de la société civile sur les MNT. Les trois options les plus fréquemment sélectionnées sont la présence d'objectifs variables et multiples, mentionnée par 72% des participants, suivie des problèmes de leadership (59%) et de la compétition pour les ressources (49%). Cf. Figure 18. Les participants ont jugé que les barrières linguistiques (38%) sont un frein plus important à la collaboration régionale que les différences de perspectives et de cadres (36%) ou les structures organisationnelles incompatibles (23%).

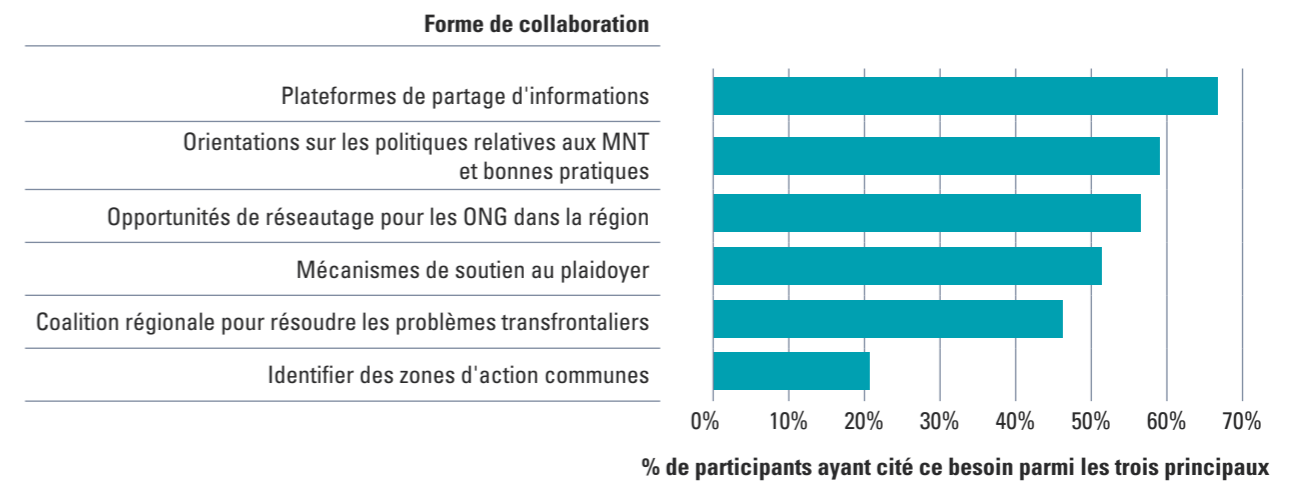


Figure 17. Trois principales formes de collaboration susceptibles d'améliorer le travail des OSC sur les MNT (n=39)

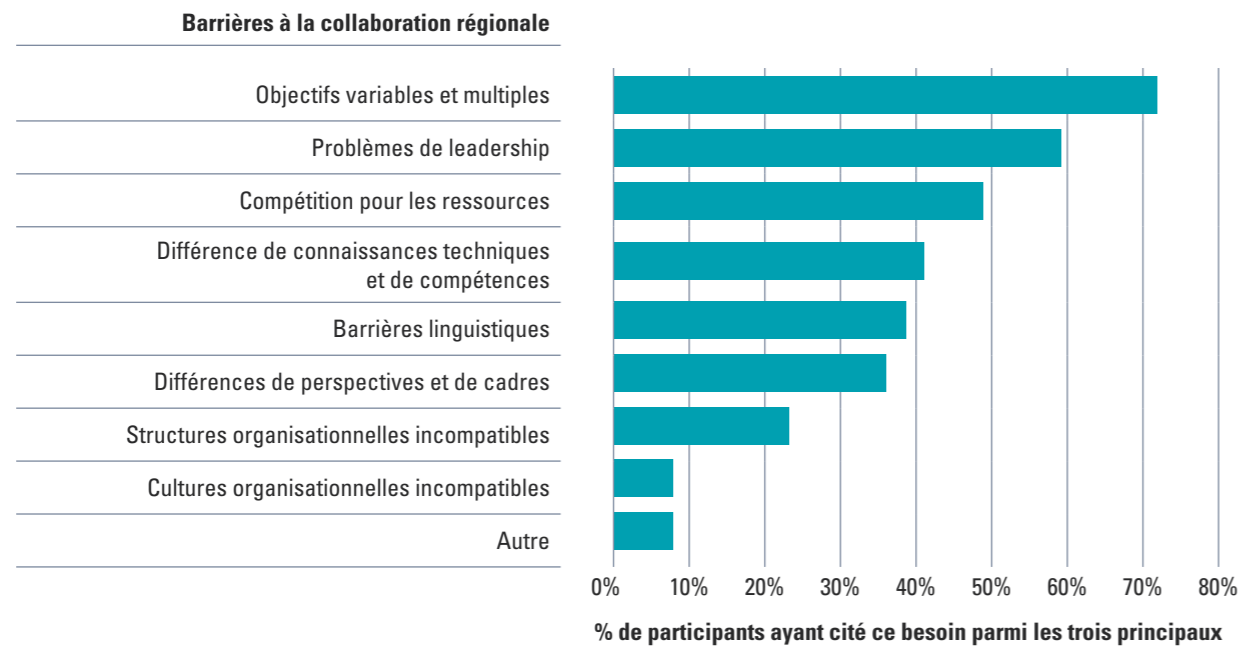


Figure 18. Barrières à une collaboration régionale efficace de la société civile sur les MNT (n=39)

c. Partenariats

Le rôle du partenariat constitue un autre aspect majeur du soutien de la société civile à la prévention et la maîtrise des MNT qui a été évalué dans cette cartographie. Lorsque les participants ont dû indiquer les trois principales voies par lesquelles des agences multilatérales telles que l’OMS ou le PNUD peuvent soutenir l’action de la société civile des MNT dans la région, renforcer les ressources de plaidoyer de la société civile a été la réponse la plus fréquemment donnée (79%) (Figure 19). Cela souligne de nouveau le besoin mentionné précédemment de renforcer les capacités des OSC (Figure 14), étant donné que le plaidoyer a également été la deuxième activité sur les MNT la plus souvent mentionnée pour ces OSC (cf. Figure 9).

La deuxième option la plus souvent sélectionnée était l’intégration des MNT dans les programmes de développement existants (67%). Le souhait des participants de voir les organisations internationales intégrer les MNT dans les programmes de développement existants dans leurs pays est peut-être révélateur du fait qu’ils ne perçoivent pas, de la part des gouvernements, une grande volonté politique d’agir seuls (Figure 12).

Mettre en place un mécanisme de suivi de la société civile pour les engagements en matière de MNT a été la troisième option la plus fréquemment

retenue (64%). Ce résultat semble indiquer que les participants souhaitent un soutien et des outils en lien avec la responsabilisation, comme le montre le fait que les participants ont auparavant identifié le plaidoyer et le suivi de la société civile comme un défi majeur vers un progrès national en matière de MNT (Figure 12). La lacune actuelle en la matière apparaît nettement dans le fait que seuls 2 participants ont indiqué que le suivi des engagements du gouvernement en matière de MNT faisait partie de leurs principales activités liées aux MNT (Figure 9).

Dans le droit fil des participants à l’enquête, les personnes interrogées ont souligné le rôle majeur que peuvent jouer l’OMS, le PNUD et d’autres organisations des Nations Unies pour améliorer l’action de la société civile grâce au renforcement des capacités et à la collecte de fonds. Elles ont également souligné le fait que selon leur expérience, ces organisations préfèrent ne pas aider directement les OSC, mais plutôt travailler avec ou par l’intermédiaire des gouvernements. Les personnes interrogées ont également reconnu que les recommandations de l’OMS et leur rôle dans le plaidoyer national auprès des décideurs, ainsi que le suivi des engagements des gouvernements en matière de MNT, peuvent constituer une manière significative d’améliorer la lutte contre les MNT dans la région.

Le rôle des organisations multilatérales en termes de soutien à la société civile des MNT grâce à l’implication des secteurs non sanitaires n’a pas été un choix populaire parmi les participants à l’enquête (18%). L’OMS juge essentielle la collaboration entre secteurs non sanitaires (collaboration multisectorielle) et entre le gouvernement et les acteurs non gouvernementaux (collaboration intersectorielle) pour avoir une prévention et une maîtrise équitables des MNT et pour atteindre les cibles nationales⁸. Au vu de ce qui précède et de l’importance de « la santé dans toutes les politiques »⁹, il est intéressant de constater la faible priorité qu’accordent les participants à ce concept, ce qui semble indiquer un besoin potentiel d’une plus forte sensibilisation à l’importance de la coopération au-delà du secteur de la santé.

L’option la moins prisée par les participants à l’enquête en termes de soutien en partenariat à la société civile est celle concernant l’analyse de rentabilité pour les MNT (15%). Toutefois, plusieurs personnes interrogées ont souligné l’importance de cette option. Pour eux, démontrer les avantages économiques de la lutte contre les MNT peut galvaniser de nombreuses OSC, voire le secteur privé, et les inciter à rejoindre le mouvement.

Plus des deux tiers (69%) des participants ont indiqué que le plaidoyer pour l’intégration des MNT dans les plans de développement nationaux (Figure 20) faisait

partie des trois voies principales par lesquelles la société civile peut aider l’OMS, les agences de l’ONU et d’autres organisations internationales à contribuer à la prévention et au contrôle des MNT. La deuxième réponse la plus fréquente était améliorer la préparation de la communauté pour les interventions contre les MNT (56%), suivie d’établir des liens avec le public et les communautés (51%). Cela est étroitement lié au fait que la population générale et les groupes affectés par les MNT font partie des principaux publics cibles des participants (Figure 6).

Relativement moins de participants ont mis en avant leur rôle pour rendre les gouvernements responsables des progrès réalisés sur les MNT (23%). Cela est peut-être dû au fait que ces OSC sont relativement jeunes et n’ont peut-être pas beaucoup d’expérience dans les activités de responsabilisation des gouvernements. La figure 19 indique d’ailleurs une forte demande de soutien dans la mise en place d’un mécanisme de suivi de la société civile pour les engagements en matière de MNT. En outre, comme indiqué par certaines personnes interrogées, le manque de collaboration entre OSC peut également limiter le partage d’expérience en la matière.

Outre la coopération des OSC avec certaines grandes organisations internationales, nous avons également demandé aux participants avec quels autres secteurs leurs organisations collaborent en

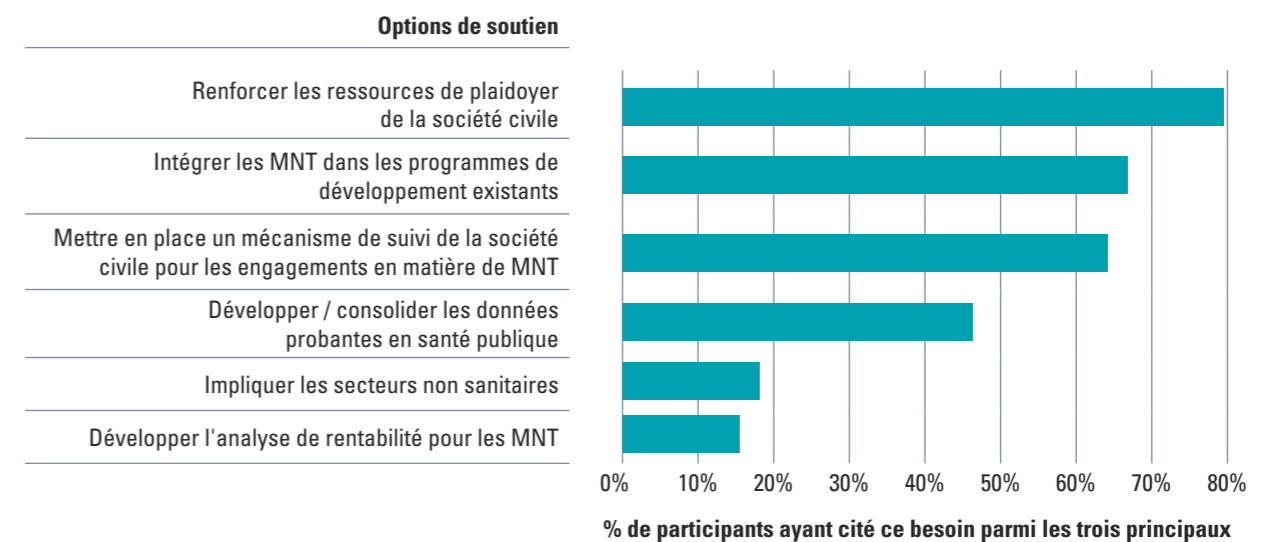


Figure 19. Voies par lesquelles l’OMS, les agences de l’ONU et d’autres organisations internationales peuvent soutenir la société civile des MNT (n=39)

⁸ OMS. Rapport 2014 sur la situation mondiale des maladies non transmissibles. Genève : Organisation mondiale de la Santé ; 2014.

⁹ Ollila E. Health in All Policies: from rhetoric to action [La santé dans toutes les politiques : de la théorie à la pratique]. Scand J Public Health. 2011 Mar ; 39(6 Suppl) :11–8.

matière de prévention et de contrôle des MNT. La plupart des participants ont évoqué une coopération avec des organismes gouvernementaux (87% des participants), suivis du monde académique (59%), du secteur privé (54%) et des organisations multisectorielles (23%). Cela montre bien qu'il existe de multiples partenariats entre la société civile et d'autres secteurs.

Cela est conforme aux recommandations formulées dans le Plan d'action mondial de l'OMS pour la lutte contre les MNT 2013-2020, qui indique que les partenariats sont l'une des mesures stratégiques clés de lutte contre les MNT¹⁰. En 2011, la Déclaration politique des Nations Unies sur les MNT soulignait le rôle essentiel joué par la société civile dans la prévention et la maîtrise des MNT et appelait à renforcer les partenariats entre gouvernements et société civile.

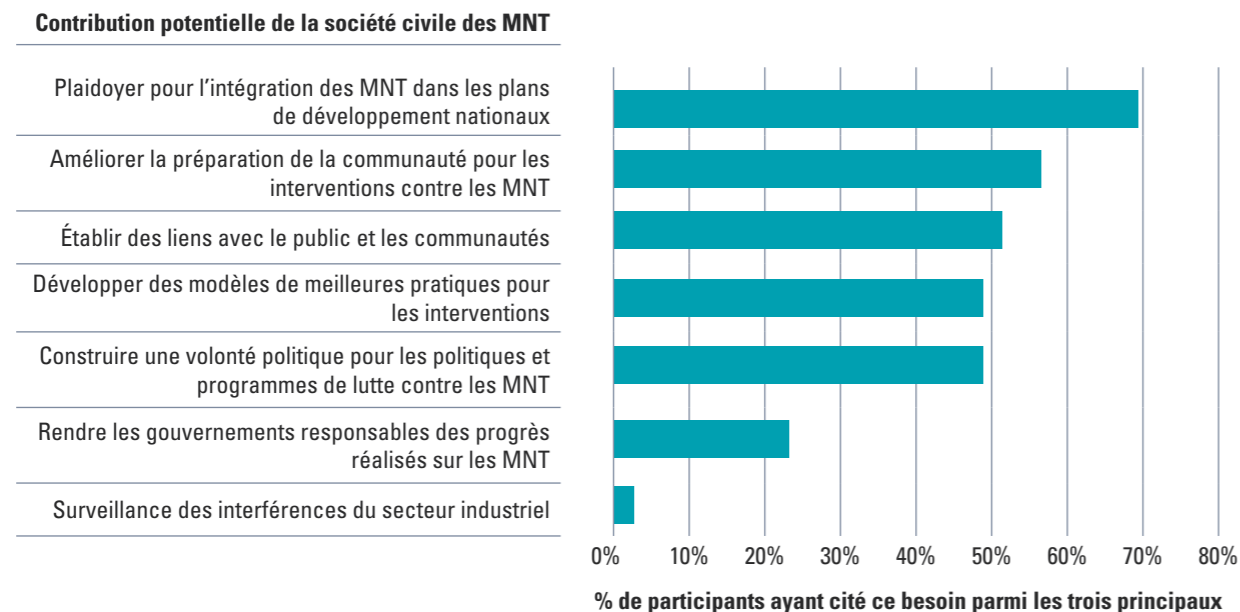


Figure 20. Voies par lesquelles la société civile peut aider l'OMS, les agences de l'ONU et d'autres organisations internationales à contribuer à la prévention et au contrôle des MNT (n=39)

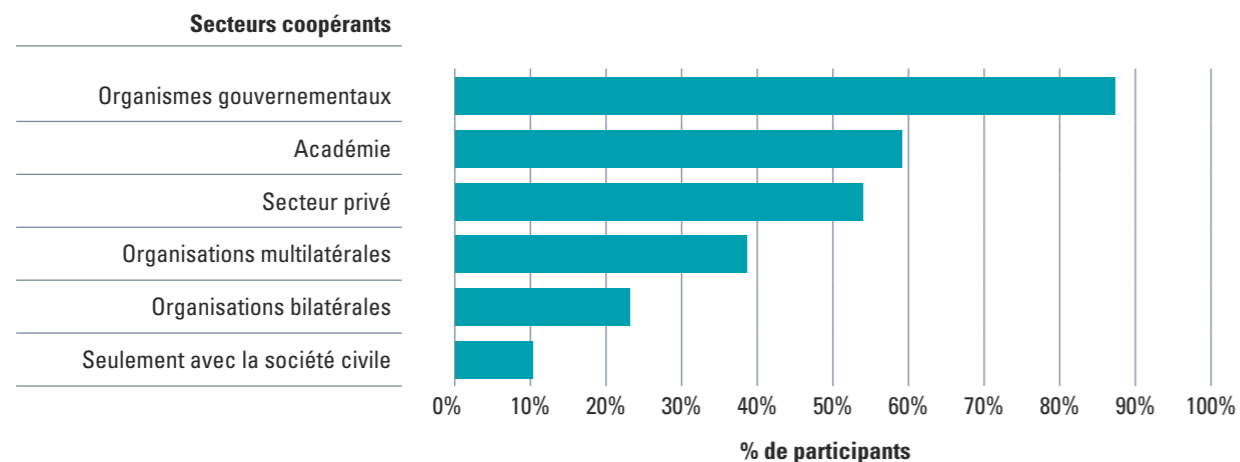


Figure 21. Coopération de la société civile avec d'autres secteurs

¹⁰ Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles 2013-2020. Genève, Suisse: Organisation mondiale de la Santé; 2013

Conclusions

Cette cartographie de l'action de la société civile en Afrique francophone subsaharienne indique que la réponse de la société civile au défi posé par les MNT dans ces pays est encore récente.

Bien que la concurrence entre priorités pourrait en partie expliquer la faible réponse aux MNT perçue dans ces pays, les participants sont convaincus que le renforcement des capacités et l'établissement de partenariats autour du plaidoyer pourraient donner aux OSC la possibilité de surmonter ces défis. De nouveaux partenariats nationaux et régionaux, dont la création d'alliances nationales sur les MNT supplémentaires, pourraient constituer un bon point de départ pour étoffer l'influence de la société civile.

Les participants à l'enquête ont souligné le besoin de mettre en place des plans nationaux sur les MNT et de créer des commissions multisectorielles sur ces maladies, en tant que domaines d'action prioritaires au niveau national. Elles ont également exprimé le besoin de demander des comptes aux gouvernements quant aux engagements pris en matière de prévention et de maîtrise des MNT, particulièrement au plan international. Les personnes interrogées ont le sentiment que la faiblesse de la volonté politique d'agir contre les MNT freine considérablement les avancées au plan national, et elles ont souligné l'importance de suivre les engagements pris par les gouvernements en matière de MNT.

Le manque de financements et les contraintes financières sont globalement perçus comme un obstacle majeur à l'action de la société civile contre les MNT dans ces pays. Le renforcement des capacités, non seulement pour le plaidoyer mais également pour la mobilisation de ressources, les plateformes de partage d'informations et les partenariats, sont des voies possibles pour réussir à combler ces lacunes et répondre à ces besoins.

Bien qu'en hausse, la réponse de la société civile aux MNT dans les pays d'Afrique francophone subsaharienne est encore récente. Certes, cette réponse est encore très fragmentée et manque de coordination, mais il y a une marge de progression grâce à la mise en réseau, aux partenariats et aux alliances, qui pourraient servir de plateforme de plaidoyer et permettre une mobilisation plus efficace des ressources.

Annexes

Annexe 1. Questionnaire

Questionnaire

1. Quel est le nom complet de votre organisation ?
2. Quel est votre nom complet? (*confidentiel*)
3. Quel est votre adresse email? (*confidentiel*)
4. Veuillez entrer le site Web de votre organisation :
5. Dans quel pays votre organisation travaille-t-elle? *Choisissez à partir de la liste déroulante.*
6. Si votre organisation mène aussi des activités dans d'autres pays, *veuillez les citer ci-dessous (facultatif)* :
7. Quelle est la nature de votre organisation? Cochez parmi les propositions suivantes, celle qui décrit le mieux votre organisation.
 - I. Association médicale (par exemple : association de cardiologues)
 - II. ONG de santé (par exemple : société du cancer ou groupe d'éducation nutritionnelle)
 - III. ONG non sanitaires
 - IV. Agences de recherche (y compris les institutions académiques)
 - V. Hôpital ou Centre de Santé
 - VI. Ne sais pas
 - VII. Autre (veuillez préciser)
8. Quelle est la taille de votre organisation (staff et volontaires)
 - I. 0-20
 - II. 20-50
 - III. 50-100
 - IV. 100-150
 - V. 150+
9. En quelle année a été créée votre organisation ?
10. Pendant combien d'années votre organisation a-t-elle travaillé dans le domaine des maladies non transmissibles (MNT) ou de leurs facteurs de risque? *Cochez la case appropriée.*
 - I. 1-5 ans
 - II. 6-10 ans
 - III. 10-15 ans
 - IV. 15-20 ans
 - V. 21 ans et plus
11. À quel niveau votre organisation travaille-t-elle le plus? *Cochez la réponse la plus pertinente.*
 - I. Au niveau provincial/district
 - II. Au niveau national
 - III. Au niveau sous régional (veuillez préciser)
 - IV. Au niveau de l'Afrique subsaharienne
 - V. Au niveau mondial
 - VI. Autre (veuillez préciser)
12. Qui sont les trois PRINCIPAUX publics cibles de votre travail? *Veuillez sélectionner au plus 3 réponses (la réponse 1 étant la plus importante).*
 - I. Public (population générale)
 - II. Groupes affectés par les MNT (par exemple : malades, survivants et familles)
 - III. Gouvernement
 - IV. ONG
 - V. Associations médicales
 - VI. Médias
 - VII. OMS
 - VIII. Autre (veuillez préciser)
13. Sur quelles maladies / facteurs de risque votre organisation se concentre-t-elle principalement? *Veuillez sélectionner au plus 3 thèmes.*
 - I. Cancers
 - II. Maladies cardio-vasculaires
 - III. Maladies respiratoires chroniques
 - IV. Diabète
 - V. Maladies mentales/neurologiques
 - VI. Tabagisme
 - VII. Usage nocif de l'alcool
 - VIII. Inactivité physique
 - IX. Mauvaise alimentation
 - X. Pollution de l'air intérieur
 - XI. Santé environnementale
 - XII. Santé des femmes
 - XIII. Autre (veuillez préciser)
14. Quels sont les 3 PRINCIPAUX domaines de votre travail sur les MNT? *Veuillez sélectionner au plus 3 réponses (la réponse 1 étant la plus importante).*
 - I. Réduction de l'exposition aux facteurs de risque
 - II. Diagnostic /détection précoce
 - III. Sensibilisation/éducation
 - IV. Traitement des MNT
 - V. Soins aux patients, réadaptation et soutien
 - VI. Renforcement des systèmes de santé
 - VII. Amélioration de la couverture sanitaire
 - VIII. Augmentation de l'accès au traitement
 - IX. Mobilisation de la société civile
 - X. Sensibilisation des secteurs non sanitaires
 - XI. Femmes et MNT
 - XII. Enfants et MNT
 - XIII. Personnes âgées et MNT
 - XIV. Populations vulnérables et MNT
 - XV. Soins palliatifs
 - XVI. Autre (veuillez préciser)
15. Quelles sont les trois PRINCIPALES activités liées aux MNT de votre organisation? *Veuillez sélectionner au plus 3 réponses (la réponse 1 étant la plus importante).*
 - I. Recherche sur les MNT et production des connaissances
- II. Éducation de la population sur les MNT et leurs facteurs de risque
- III. Plaidoyer auprès des décideurs pour l'amélioration des politiques
- IV. Soutien aux patients
- V. Appui technique aux agences gouvernementales
- VI. Suivi des engagements du gouvernement en matière de MNT
- VII. Évaluation des interventions contre les MNT
- VIII. Renforcement des capacités des ONG
- IX. Développement du matériel de communication / information
- X. Mise en place des réseaux d'information / bulletins d'information
- XI. Utilisation des médias pour le plaidoyer
- XII. Sensibilisation des médias
- XIII. Litiges
- XIV. Autre (veuillez préciser)
16. La société civile joue un rôle important dans la construction des politiques nationales de santé et leurs efforts de plaidoyer sont établis et reconnus par les gouvernements (*veuillez sélectionner l'une des réponses suivantes*).
 - I. Tout à fait d'accord
 - II. D'accord
 - III. Neutre
 - IV. Pas d'accord
 - V. Pas du tout d'accord
17. Quelles sont les 2 PRINCIPALES stratégies de votre organisation qui ont abouti à des résultats spécifiques vis-à-vis de divers groupes cibles. *Veuillez suivre l'exemple ci-dessous et utiliser les lignes par la suite pour fournir des détails.*

GRUPE CIBLE 1 : département de l'éducation

Stratégie utilisée : utilisation des groupements d'enseignants et de parents dans les écoles pour promouvoir la mise à disposition de repas sains dans les cantines

Résultat : mise sur pied de lignes directrices départementales sur les menus des cantines scolaires

Groupe Cible 1 :
Stratégie Utilisée :
Résultat :

Groupe cible 2:

Stratégie utilisée:

Résultat:

18. Quels sont les trois PRINCIPAUX défis pour travailler sur les MNT dans votre pays? Veuillez sélectionner au plus 3 réponses (la réponse 1 étant la plus importante).

- I. Manque de volonté politique
- II. Politiques inadéquates pour la prévention et le contrôle des MNT
- III. Mise en œuvre inadéquate des programmes et des politiques
- IV. Manque de compréhension des MNT en dehors du secteur de la santé
- V. Insuffisance de plaidoyer et de suivi de la société civile
- VI. Ingérence de l'industrie avec des intérêts contradictoires
- VII. Défis des accords bilatéraux et multilatéraux (par exemple, accords de commerce et d'investissement)
- VIII. Manque d'expertise technique
- IX. Ressources humaines inadéquates
- X. Fonds insuffisants
- XI. Absence de mise en œuvre des mesures (lois) relatives aux MNT
- XII. Faible intégration des MNT avec d'autres programmes de santé
- XIII. Autre (veuillez préciser)

Commentaire
(facultatif)

19. Selon vous, quelles sont les PRINCIPALES lacunes dans la réponse de la société civile face aux MNT dans votre pays? Veuillez sélectionner au plus 3 réponses.

- I. Intérêt limité des ONG pour les MNT
- II. Priorités différentes des ONG liées aux MNT
- III. Absence de réponse coordonnée
- IV. Absence de continuité dans la réponse de la société civile
- V. Faible engagement des ONG non sanitaires
- VI. Manque d'expertise technique
- VII. Effectifs insuffisants
- VIII. Contraintes financières
- IX. Absence d'indépendance

X. Autre (veuillez préciser)

Commentaire
(facultatif)

20. Selon vous, quelles sont les solutions potentielles pour combler les lacunes dans la réponse de la société civile aux MNT dans votre pays? Veuillez sélectionner les 3 meilleures solutions.

- I. Sensibilisation accrue de la société civile
- II. Renforcement des capacités des ONG
- III. Planification stratégique conjointe par les ONG
- IV. Création d'une coalition contre les MNT dans le pays / la région
- V. Définir les MNT comme un problème de pauvreté, d'inégalité sociale et de développement
- VI. Intégration des MNT dans les programmes prioritaires existants
- VII. Projets conjoints mettant en commun les ressources des ONG
- VIII. Analyse de rentabilité pour investir dans la lutte contre les MNT
- IX. Implications des organisations non sanitaires de la société civile
- X. Autre (veuillez préciser)

Commentaire
(facultatif)

21. Quels sont les PRINCIPAUX besoins en matière de capacité de la société civile dans votre pays pour la prévention et le contrôle des MNT? Veuillez sélectionner au plus 3 besoins

- I. Stratégies pour gérer efficacement des coalitions
- II. Aide à la mise en place des stratégies et plan de campagne
- III. Informations techniques sur le traitement et les soins pour les MNT
- IV. Meilleures pratiques pour réduire l'exposition aux facteurs de risque des MNT
- V. Amélioration des compétences sur le plaidoyer et la campagne
- VI. Ressources humaines formées
- VII. Soutien à la mobilisation des ressources

- VIII. Bonne gouvernance et renforcement de l'organisation
- IX. Gestion des projets de mise en œuvre des programmes sur les MNT
- X. Autre (veuillez préciser)

22. Selon vous, quels sont les trois PRINCIPAUX domaines d'action prioritaires au niveau régional pour lutter contre les MNT dans la région francophone de l'Afrique subsaharienne? Veuillez sélectionner au plus 3 réponses (la réponse 1 étant la plus importante).

- I. Stratégies visant à lutter contre la promotion transfrontalière, la taxation et le commerce du tabac, de l'alcool et des aliments malsains
- II. Faciliter l'accès aux traitements dans tous les pays
- III. Suivi des engagements pris par les gouvernements en matière de MNT
- IV. Surveillance de l'industrie
- V. Renforcement des capacités des ONG
- VI. Mise en réseau des ONG dans la région
- VII. Recherche et surveillance
- VIII. Autre (veuillez préciser)

23. Selon vous, quels sont les domaines d'action PRIORITAIRES pour lutter contre les MNT dans votre pays? Veuillez sélectionner au plus 3 réponses (la réponse 1 étant la plus importante).

- I. Plan national de lutte contre les MNT
- II. Commission multisectorielle sur les MNT
- III. Promotion de la consommation saine via les politiques fiscales et de commercialisation
- IV. Surveillance des engagements pris sur les MNT par les gouvernements
- V. Surveillance de l'industrie
- VI. Renforcement des capacités des ONG
- VII. Mise en réseau et constitution d'une coalition sur les MNT entre OSC
- VIII. Recherche et surveillance
- IX. Facilitation de l'accès à la détection précoce et aux traitements
- X. Autre (veuillez préciser)

24. Existe-t-il déjà une coalition ou alliance des organisations de la société civile dans votre pays? Cochez la réponse appropriée.

- I. Oui
- II. Non
- III. Je ne sais pas

Si OUI:**25. Veuillez indiquer le nom et les contacts de cette alliance.****26. Votre organisation collabore-t-elle avec l'alliance ou la coalition des MNT dans votre pays (par exemple, par le biais de l'adhésion)?**

- I. Oui
- II. Non

27. Pensez-vous qu'il soit nécessaire de regrouper les organisations de la société civile œuvrant pour la prévention et le contrôle des MNT au niveau régional? Cochez la réponse appropriée.

- I. Oui
- II. Non

28. Quelles sont, selon vous, les barrières à une collaboration régionale efficace de la société civile travaillant pour la prévention et le contrôle des MNT? Cochez toutes les cases appropriées

- I. Objectifs variables et multiples
- II. Structures organisationnelles incompatibles
- III. Cultures organisationnelles incompatibles
- IV. Différences de perspectives et de cadres
- V. Différence de connaissances techniques et de compétences
- VI. Barrières linguistiques
- VII. Compétition pour les ressources
- VIII. Problèmes de leadership
- IX. Autre (veuillez préciser)

29. Quel type de collaboration régionale et mondiale peut améliorer votre travail sur les MNT? Veuillez sélectionner au plus 3 réponses.

- I. Plateformes de partage d'informations
- II. Mécanismes de soutien au plaidoyer
- III. Coalition régionale pour résoudre les problèmes transfrontaliers

- IV. Zones d'action communes
- V. Opportunités de réseautage pour les ONG dans la région
- VI. Orientations sur les politiques relatives aux MNT et bonnes pratiques
- VII. Autre (veuillez préciser)

Commentaire
(facultatif)

30. Dans quels domaines spécifiques l'OMS, le PNUD, la Banque mondiale et d'autres organisations internationales pourraient-ils soutenir le plaidoyer de la société civile concernant les MNT dans votre pays? Veuillez sélectionner au plus 3 réponses.

- I. Développer / consolider les données probantes en santé publique
- II. Développer l'analyse de rentabilité pour les MNT
- III. Mettre en place un mécanisme de suivi de la société civile pour les engagements en matière de MNT
- IV. Intégrer les MNT dans les programmes de développement existants
- V. Impliquer les secteurs non sanitaires
- VI. Renforcer les ressources de la société civile
- VII. Autre (veuillez préciser)

31. Quelles sont les voies par lesquelles la société civile peut aider l'OMS, le PNUD et d'autres organisations internationales à contribuer à la prévention et au contrôle des MNT? Veuillez sélectionner au plus 3 réponses.

- I. Construire une volonté politique pour les politiques et programmes de lutte contre les MNT
- II. Améliorer la préparation de la communauté pour les interventions contre les MNT
- III. Établir des liens avec le public et les communautés
- IV. Développer des modèles de meilleures pratiques pour les interventions
- V. Rendre les gouvernements responsables des progrès réalisés sur les MNT
- VI. Plaidoyer pour l'intégration des MNT dans les plans de développement nationaux

- VII. Surveillance des interférences du secteur industriel
- VIII. Autre (veuillez préciser)

32. Avec quels autres secteurs votre organisation collabore-t-elle à des projets sur la prévention et le contrôle des MNT?

- I. Monde académique
- II. Organismes gouvernementaux
- III. Organisations bilatérales
- IV. Organisations multilatérales
- V. Secteur privé
- VI. Seulement avec la société civile

Commentaire
(facultatif)

33. Selon vous, quels sont les axes de travail inexplorés qui pourraient permettre d'intensifier des actions de prévention et de contrôle des MNT et aider à canaliser davantage de fonds pour les programmes dans votre pays? (par exemple, tirer parti du financement des agences bilatérales facultatif)

Commentaire
(facultatif)

34. Veuillez fournir tout autre commentaire qui, selon vous, pourrait aider l'Alliance sur les MNT (NCD Alliance) à mieux comprendre le travail de votre organisation (facultatif).

35. Pouvons-nous vous contacter pour une brève interview à la suite de cette enquête?

- I. Oui, veuillez me contacter
- II. Non, veuillez ne pas me contacter

Annexe 2 Guide d'entretien

Guide d'entretien approfondi

I. SITUATION PAYS

1. Le mouvement de la société civile dans le pays

- Quels sont les groupes actuellement actifs en matière de MNT dans votre pays?
- Manque-t-il des groupes essentiels et pourquoi?
- Qu'est-ce qui les pousserait à se rallier?
- Existe-t-il une alliance nationale / régionale?

2. Domaine d'action

- À quels problèmes liés aux MNT la société civile a-t-elle apporté une réponse jusqu'à présent?
- Quels domaines négligés mais importants méritent une action rapide?
- Comment les prioriser?

3. Grandes réalisations, meilleures pratiques

- Dans quels domaines des progrès ont-ils été accomplis?
- Quels éléments y ont-ils contribué? Quelle a été la clé pour surmonter d'éventuels obstacles?
- Certaines choses doivent-elles être faites différemment pour d'autres domaines autour des MNT?
- Y a-t-il des leçons tirées d'autres questions de santé ou non, susceptibles d'alimenter la réponse des ONG aux MNT?
- Votre organisation s'implique-t-elle dans des partenariats multisectoriels? Si oui, pouvez-vous les décrire? Quels sont les opportunités et les défis?

4. Défis, opportunités

- Des éléments internes freinent-ils les avancées?
- Quels sont les défis dans le contexte?
- Y a-t-il des opportunités politiques / d'autre nature à saisir?
- Qui pourrait aider à saisir ces opportunités?

- Existe-t-il un Plan d'action national sur les MNT (et / ou des plans spécifiques à une maladie)?
- De quelle manière la société civile contribue-t-elle à sa mise en œuvre?
- Que peut-on faire de plus?

5. Besoins de capacités

- Quels manques de capacités retardent-ils les avancées (capacités techniques, ressources inadéquates, etc.)
- Des ressources spécifiques sont-elles disponibles dans le pays / la région?
- D'autres ressources de renforcement des capacités sont-elles actuellement disponibles de la part d'organisations internationales / bilatérales / d'autre nature?
- Des idées quant à la manière dont l'Alliance sur les MNT pourrait soutenir l'action dans le pays?
- L'OMS, le PNUD et d'autres organisations semblables pourraient-elles fournir une assistance spécifique?

II. QUESTIONS RÉGIONALES

6. Problèmes communs de la société civile dans la région

- Y a-t-il des problèmes communs appelant à une action transfrontalière urgente?
- Quel type d'action est-il souhaitable?
- Comment la réponse conjointe pourrait-elle être organisée / gérée?
- Que peut faire la société civile pour en améliorer la mise en œuvre?

7. Défis & opportunités régionaux

- Quels sont les défis à une action conjointe?
- Existe-t-il des opportunités spécifiques à saisir au plan régional?
- Qu'est-ce qui pourrait stimuler une action régionale?
- Quels sont les types de ressources disponibles / nécessaires?

III. AUTRES

8. Quelle expérience dans la réponse aux MNT ou sur des questions similaires souhaitez-vous partager avec des collègues dans d'autres pays et / ou régions ?

CONCLUSION

Commentaires / questions supplémentaires que vous aimeriez formuler

Annexe 3. Liste des informateurs clés

François NDIKUMWENAYO

Alliance burundaise sur les MNT - maladies respiratoires
(Burundi)

Ferdinant Mbiyzenyuy

CBCHS Prévention et maîtrise des MNT - MNT
(Cameroun)

Jacko Abodo

Association Obésité et Diabète de Côte d'Ivoire
(Côte d'Ivoire)

Nimon Bezewe

Cercle d'Élites pour la Recherche Sociologique et le Développement à la Base
(Togo)

Samira Alkhali Mahamat

Donnons-nous la main (DONAMA) – Cancer
(Tchad)

Joseph Mucumbitsi

Rwanda Heart Foundation
(Rwanda)

Charles Gombe

Union Congolaise contre le Cancer / ALIAM - Cancer
(Congo)

Tih Ntiabang

Alliance pour la Convention cadre
(Afrique / Cameroun)

Ignace Sallah

Afrique Santé du troisième âge et longévité
(Togo)

Stéphane Besançon

ONG Santé Diabète
(Mali)



FAIRE DE LA PRÉVENTION ET LA MAÎTRISE DES MNT UNE PRIORITÉ MONDIALE